



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

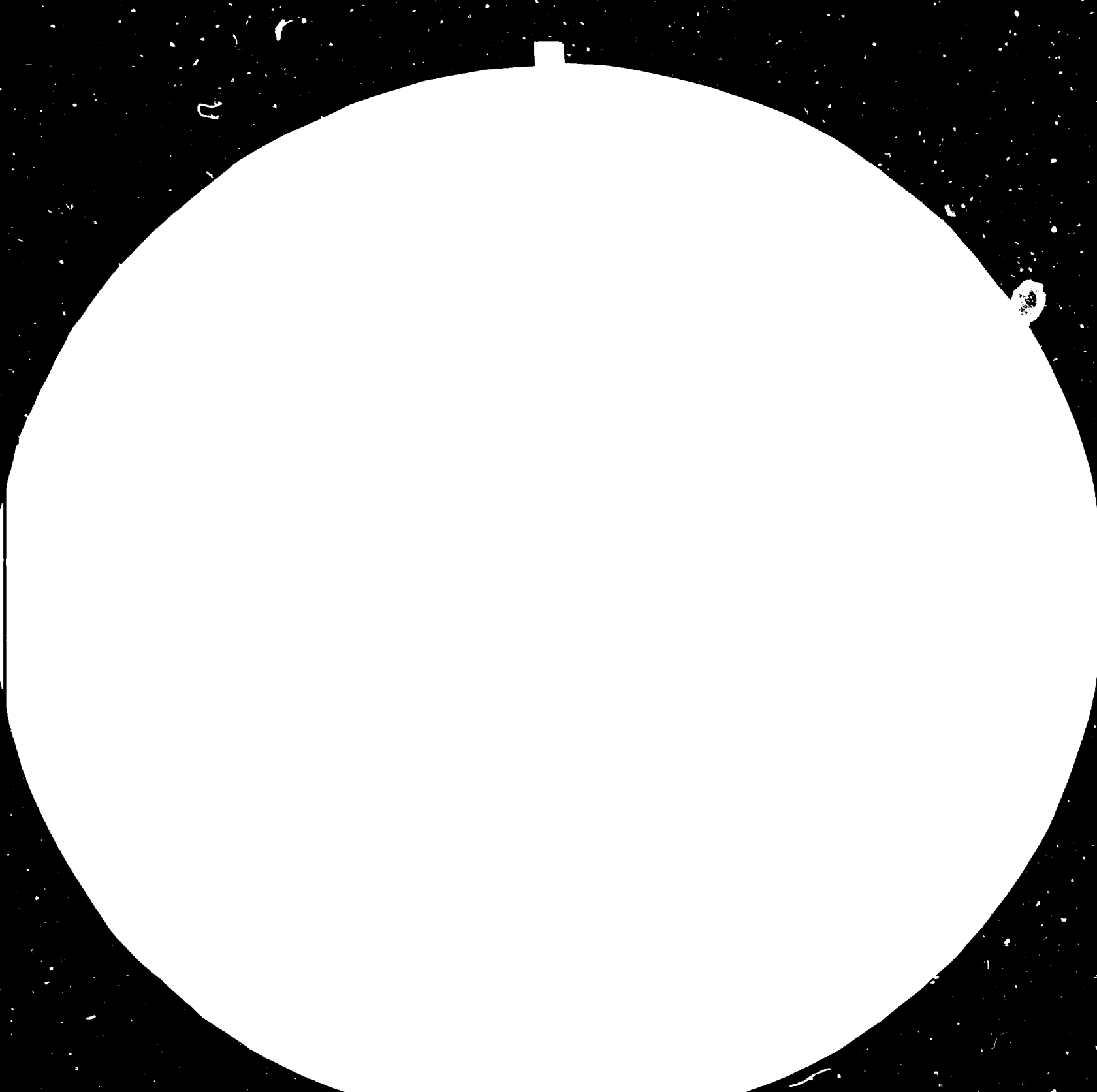
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





28



32



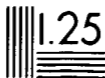
36



40



45



## MICROSCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-1963-A  
10X MICROSCOPY, 5 MICROMETER PER DIVISION  
ASTM designation: M2-1000A

13368 - F

Distr.  
LIMITÉE  
ID: WG.391/12  
4 mai 1983  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

---

**REUNIONS  
D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU  
PREPARATOIRES  
A LA QUATRIEME  
CONFERENCE GENERALE  
DE L'ONUDI**

*Stratégies et politiques de développement industriel  
pour les pays en développement*

*Lima (Pérou), 18-22 avril 1983*

---

**RAPPORT**

(Reunion sur stratégies et politiques de développement industriel).

---

Le présent document est la traduction d'un texte n'ayant pas fait l'objet d'une consultation réactionnelle.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 9	1
CONTEXTE DU PROBLEME	10 - 16	3
QUELQUES PROBLEMES RELATIFS AUX STRATEGIES ET POLITIQUES INDUSTRIELLES POUR LES ANNEES 80 ET 90	<u>17 - 53</u>	6
Interrelations mondiales	19 - 21	7
Finances	22 - 28	8
Commerce international	29 - 36	9
Technologie	37 - 45	11
Coopération économique entre pays en développement	46 - 51	13
Développement des ressources humaines	52 - 53	14
POLITIQUES A SUIVRE	<u>54 - 73</u>	15
L'environnement économique mondial et l'industrialisation	54 - 56	15
Echanges internationaux	57 - 58	16
Science et technologie	59 - 60	16
Ressources humaines	61	17
Coopération économique entre pays en développement	62 - 63	17
Mesures économiques nationales	64 - 66	18
Le rôle de l'ONUDI	67 - 73	19
SEANCE DE CLOTURE	74 - 76	20

ii)

ANNEXES

	<u>Page</u>
I. Rapport du Groupe de travail 1 sur les stratégies et politiques relatives aux pays en développement susceptibles d'accroître leurs exportations de produits manufacturés	21
II. Rapport du Groupe de travail 2 sur les stratégies et politiques relatives aux pays en développement dont l'industrialisation pourrait être axée sur le marché intérieur	34
III. Rapport du Groupe de travail 3 sur les stratégies et politiques relatives aux pays qui en sont aux premiers stades de l'industrialisation	48
IV. Ordre du jour	59
V. Liste des participants	60
VI. Liste des documents	66

## INTRODUCTION

1. La Réunion sur les stratégies et politiques de développement industriel dans les pays en développement, une des réunions préparatoires de haut niveau en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, s'est tenue à Lima (Pérou), du 18 au 22 avril 1983, en coopération avec le Gouvernement péruvien. L'ordre du jour figure en annexe IV la liste des participants en annexe V et la liste des documents en annexe VI.

2. Les objectifs de la Réunion étaient les suivants :

- a) Examiner les défis lancés par la crise internationale actuelle et les voies possibles vers l'industrialisation des pays en développement;
- b) Recenser des infléchissements possibles et des approches novatrices du processus d'industrialisation à long terme des pays en développement;
- c) Recenser les caractéristiques et les orientations des stratégies et des politiques envisagées pour les années 80 et 90 par les décideurs publics nationaux;
- d) Recenser des lignes d'action internationale, spécialement de la part de l'ONUDI; et
- e) Formuler des suggestions et des recommandations à l'intention de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

3. La Réunion a été ouverte par M. Farlan Carré, Directeur exécutif adjoint de l'ONUDI, qui, au nom de M. Abd-El Rahman Khane, Directeur exécutif de l'ONUDI, a souhaité aux participants un plein succès dans leurs travaux. M. Carré a rappelé l'adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Lima qui, outre qu'ils ont cristallisé le consensus international sur le rôle de l'industrialisation dans le développement global, constituent une base d'action internationale, en particulier de la part de l'ONUDI. Malheureusement, toutefois, les progrès enregistrés en direction du but défini à Lima et des objectifs corrélatifs ont été lents. Huit ans après 1975, la part des pays en développement dans la valeur ajoutée totale de la production mondiale de biens manufacturés avait à peine augmenté.

4. L'économie mondiale est maintenant plongée dans la crise économique la plus grave qu'elle ait connue depuis les années 30. Il faut agir de toute urgence pour éviter que la récession ne compromette de façon irréversible le processus d'industrialisation des pays en développement. Les difficultés



actuelles, a poursuivi M. Carré, fournissent une occasion, d'abord de reconsidérer les politiques nationales et les relations économiques internationales, et ensuite de s'employer à élaborer pour l'économie mondiale des politiques et des stratégies dynamiques à long terme où l'industrialisation des pays en développement jouerait un rôle majeur. Il est à espérer que la Réunion, en évaluant la nature et le rôle actuel des politiques d'industrialisation et en recensant de nouveaux domaines d'action, spécialement en matière de coopération internationale, fournira de précieuses directives générales pour la préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI.

5. S'adressant à son tour à la Réunion, M. Gonzalo de la Puente, Ministre péruvien de l'industrie, du tourisme et de l'intégration, après s'être référé aux Déclarations et aux Plans d'action tant de Lima que de New Delhi, a souligné que de nombreux pays en développement avaient d'abord choisi le remplacement des importations comme politique majeure de réalisation des taux de croissance industrielle nécessaires à l'atteinte du but fixé à Lima. C'est ainsi que le Pérou s'est résolument engagé dans cette voie en 1970 et s'y est maintenu presque jusqu'à la fin de la décennie. En 1978, cependant, l'amenuisement des possibilités à cet égard a obligé le Pérou à revenir sur cette politique et à introduire un nouveau système fiscal. En 1982 a été adoptée une nouvelle législation qui attribue un rôle accru à l'entreprise privée dans le développement économique du Pérou.

6. A l'heure présente, toutefois, le développement industriel est menacé au Pérou (comme dans beaucoup d'autres pays en développement), d'où l'importance grandissante qui s'attache au développement d'un secteur industriel efficace orienté vers l'exportation. Cela exige l'adoption de politiques et de stratégies imaginatives et appliquées avec circonspection et réalisme.

7. M. G.S. Gouri, Président du Groupe spécial chargé de préparer la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI, a rappelé que, si l'objectif de Lima avait été fixé dans une perspective d'expansion durable de l'économie mondiale, la quatrième Conférence générale de l'ONUUDI se déroulerait dans un climat de récession. Cette récession, qui est plus tenace qu'on ne l'avait prévu et plus sévère qu'on ne l'avait imaginé, a sapé le système monétaire international, réduit les échanges et sérieusement amoindri la capacité de l'industrie à jouer son rôle de moteur de la croissance. La quatrième Conférence générale amorcera un dialogue destiné à explorer les moyens qui s'offrent à la communauté internationale d'affronter cette crise aux niveaux national, régional et international.

Les cinq réunions préparatoires de l'ONUDI sont l'occasion d'établir une base valable de réflexion sur la meilleure manière de parer aux circonstances et d'examen approfondi des principaux secteurs critiques de l'industrialisation. La première réunion préparatoire, à Tbilissi, a examiné un de ces éléments interreliés, à savoir l'impact des percées technologiques sur l'industrialisation (ID/WG.389/6). La présente Réunion étendra la discussion au problème aussi vaste que crucial des stratégies et des politiques de développement industriel des pays en développement.

8. Le Secrétariat a présenté l'ordre du jour et la documentation élaborés pour la Réunion. Celle-ci avait mission de concourir à la préparation de la quatrième Conférence générale en permettant à des experts de pays développés et de pays en développement et au Secrétariat de l'ONUDI d'analyser conjointement l'évolution récente de la situation et les possibilités de mesures économiques futures. Son apport devait donc principalement porter sur le point 4 de son ordre du jour et les secteurs spécifiés au point 5. La documentation comprenait quatre documents de base. Le premier donnait un aperçu des grands problèmes soumis à l'examen de la Réunion (ID/WG.391/2); le second mettait en relief cinq questions particulières de politique générale revêtant une importance toute spéciale pour les stratégies industrielles à appliquer dans un proche avenir (ID/WG.391/4); le troisième récapitulait les tendances lourdes ("trends") du développement mondial passé et actuel (ID/WG.391/8); et le dernier enfin esquissait des scénarios pour l'avenir en référence à l'objectif de Lima et avec mise de l'accent sur les perspectives de coopération entre pays en développement (ID/WG.391/9). Cette documentation était complétée par plusieurs documents de fond consacrés à des analyses de problèmes et de sujets spécifiques dans le domaine des stratégies et des politiques d'industrialisation des pays en développement et à l'examen des perspectives sur la politique de certains pays développés à l'égard des pays en développement.

9. La Réunion a élu M. Ivan Rivera Président, M. Jürgen Kühn, M. A.O. Oluwunmi et M. V.D. Popov Vice-Présidents et M. Shivshankar Menon Rapporteur de la Réunion.

#### CONTEXTE DU PROBLEME

10. La Réunion a fait le point du développement industriel dans les pays en développement au cours des premières années 80 et a examiné les répercussions de la crise économique internationale actuelle sur les pays en question, se donnant ainsi les bases d'un examen en profondeur des stratégies et des

politiques de développement industriel pour les pays en développement dans les décennies 1980 et 1990. Cette tâche lui a été grandement facilitée grâce à l'excellente documentation préparée par le Secrétariat et les participants.

11. Pendant les deux décennies - 1960 et 1970 - de croissance économique mondiale, l'industrialisation des pays en développement pris dans leur ensemble a notablement progressé, quoique le phénomène ait été beaucoup marqué dans les moins avancés d'entre eux. Les années 70 ont vu s'accroître la part des exportations de produits manufacturés des pays en développement dans les exportations mondiales de produits de ce genre. Dans le même temps, le commerce intra-industriel a gagné en importance tant dans les échanges Nord-Sud que Sud-Sud. Néanmoins, les progrès réalisés en direction de l'objectif de Lima ont été limités et le développement de politiques d'industrialisation pour les pays en développement se heurte à un environnement de plus en plus défavorable.

12. Si les participants se sont accordés à estimer que la récession actuelle était la plus longue et la plus profonde qui ait sévi depuis les années 30, il y a eu divergences d'appréciation de la nature de la situation économique internationale actuelle et de ses perspectives immédiates. Alors qu'un groupe d'experts y voyait une récession cyclique de l'économie mondiale, d'autres experts pensaient que l'économie mondiale traversait présentement une crise structurelle moins due à un protectionnisme croissant qu'à une escalade de politiques déflationnistes. Si quelques experts ont le sentiment que la fin de la récession est très proche, la plupart sont moins optimistes. L'hémorragie de devises, l'absence de financements extérieurs et la chute des prix des produits de base, aggravés par un protectionnisme croissant, ont littéralement paralysé l'économie de plusieurs pays en développement. Il est donc impératif de trouver des solutions internationales à ces problèmes qu'il n'est plus possible de gérer au niveau national en dehors du contexte international.

13. Une stabilisation et un redressement économiques à l'échelle mondiale sont donc un préalable essentiel du succès des politiques industrielles nationales des pays en développement. L'asymétrie du système économique international - qui se reflète dans le fait que le Fonds monétaire international impose sa discipline aux seuls emprunteurs et sur les grandes monnaies de réserve - exige une asymétrie analogue dans le choix des mesures destinées à surmonter la situation actuelle. La croissance économique mondiale dépend avant tout du fonctionnement des économies des pays industrialisés, et la stabilité financière internationale est indispensable pour que les politiques d'industrialisation des pays en développement puissent porter leurs fruits. Dire que la gravité

de la situation économique mondiale actuelle affecte l'industrialisation des pays en développement est affirmer une évidence. La croissance industrielle a été étouffée, de nombreux projets ont été interrompus et le défaut d'approvisionnement en produits intermédiaires a entraîné une forte sous-utilisation des capacités et l'ajournement de programmes sociaux. La reprise économique mondiale ne sera possible qu'au prix de l'adoption d'une politique économique coordonnée visant les pays industrialisés et de l'engagement d'efforts efficaces pour réduire les taux d'intérêt réels, pour enrayer l'inflation et pour renforcer le système financier mondial. Quelques experts ont exprimé l'avis que le danger majeur résidait dans l'excédent de liquidités international, tandis que d'autres étaient d'avis que la primauté devait être donnée au redressement économique mondial.

14. Dans la discussion sur les stratégies et les politiques d'industrialisation des pays en développement pour les années 80 et 90, les participants sont convenus que ceux-ci devraient réexaminer leurs politiques existantes et en instituer de nouvelles qui soient adaptées aux nouvelles réalités macro-économiques de l'économie mondiale.

15. Plusieurs experts ont évoqué la nécessité d'améliorer le système mondial d'échanges. La tendance au protectionnisme des pays industrialisés découle des politiques monétaristes qu'ils ont récemment adoptées. Il faudrait d'autre part amener les sociétés transnationales à faire en sorte que leurs activités favorisent le processus de développement des pays en développement. Un expert s'est dit préoccupé par l'orientation sociale des stratégies et politiques d'industrialisation pour les années 70 et 80 comme aussi par le phénomène mondial persistant de polarisation entre les pays en développement à l'intérieur de chacun d'eux, d'une part, entre pays développés et pays en développement, d'autre part.

16. Quelques experts ont souligné que la course aux armements, en soustrayant des ressources au développement, affecte la capacité des pays en développement à s'industrialiser. En outre, le désarmement mondial libérerait dans les pays développés des ressources utilisables pour appuyer l'industrialisation des pays en développement.

QUESQUES PROBLEMES RELATIFS AUX STRATEGIES ET POLITIQUES  
INDUSTRIELLES POUR LES ANNEES 80 ET 90

17. Après l'échange de vues initial, la Réunion s'est divisée en trois groupes de travail pour un examen plus approfondi des problèmes intéressant la stratégie industrielle de divers types de pays en développement dans les années 80 et 90. Le Groupe de travail No 1 a examiné les problèmes de stratégie et de politique qui se posent aux pays en développement recelant un potentiel d'accroissement de leurs exportations de produits manufacturés; le Groupe de travail No 2 a analysé les problèmes des pays en développement dotés de potentialités d'industrialisation orientée vers le marché intérieur; enfin, le Groupe de travail No 3 s'est penché sur les problèmes des pays en développement aux premiers stades de leur processus d'industrialisation. Si cette typologie a été retenue parmi beaucoup d'autres possibles, c'était simplement pour focaliser l'attention sur les problèmes essentiels de diverses catégories de pays dont les stratégies et politiques de développement industriel sont dictées par des impératifs spécifiques. Le mandat suivant a été adopté comme cadre de réflexion pour les trois groupes de travail :

"A la lumière des discussions en séance plénière sur le point 4 de l'ordre du jour relatif aux problèmes mondiaux, les groupes de travail devraient s'employer principalement à élaborer un ensemble concret de programmes d'action.

Les recommandations formulées devraient définir des politiques et des stratégies tant pour le court terme que pour le long terme. Dans la discussion des mesures à court terme, destinées à surmonter la crise économique actuelle, l'environnement économique extérieur sera considéré comme une donnée de fait. D'un autre côté, il s'agira de déterminer des mesures à long terme conçues selon deux scénarios différents :

- les pays développés restaureraient leur croissance économique antérieure;
- les pays développés poursuivraient leur politique actuelle de confinement économique, avec la faiblesse des taux de croissance qui en résulte.

La discussion des stratégies et politiques tant à court qu'à long terme devraient déboucher sur la formulation - sous la forme d'un programme d'action concret - concernant :

- les pays développés;
- le groupe particulier de pays en développement dont il est question;
- les actions collectives qui devraient être engagées par l'ensemble des pays en développement; et
- le rôle de l'ONU.

18. Chacun des groupes de travail a produit son propre rapport, qui est annexé au présent document. Dans la discussion en séance plénière qui a suivi la présentation des rapports des groupes de travail, il a été soulevé un certain nombre de points à propos des considérations développées dans les rapports. La section suivante expose brièvement quelques-uns des éléments qui ont été discutés à la fois en séance plénière et dans les groupes de travail.

#### Interrelations mondiales

19. Les trois groupes de travail respectivement chargés d'examiner le cas de groupes de pays en développement caractérisés par des voies de développement distinctes ont exprimé la préoccupation que leur causaient la récession économique mondiale actuelle et ses incidences sur les perspectives de développement industriel.

20. Il a été souligné que les pays en développement accordaient une haute priorité à la croissance industrielle. Pendant les années 70, malgré des conditions économiques souvent défavorables, un certain nombre de pays en développement ont réussi à atteindre un taux élevé de développement industriel. Cette volonté d'industrialisation impliquait l'assurance de continuer à bénéficier d'apports de biens d'équipement et de savoir-faire technologiques en provenance de pays développés. Or l'amenuisement des recettes d'exportation lié à l'alourdissement du service de la dette extérieure a bouché toute perspective de poursuite d'un progrès industriel ininterrompu. Les pays en développement sont donc aujourd'hui à la croisée des chemins.

21. La stagnation de la croissance industrielle des pays en développement est principalement due à des facteurs extérieurs. Il faudrait donc que les pays développés reconnaissent les incidences de leurs politiques macro-économiques intérieures sur les perspectives de croissance et d'exportation des pays en développement et qu'ils accordent à ces répercussions un poids suffisant dans la formulation de leur politique macro-économique. Il serait non moins essentiel que les politiques monétaristes restrictives de quelques-uns des principaux pays industrialisés soient révisées, car cela provoquerait une amélioration immédiate et considérable de l'économie mondiale. De leur côté, les pays en développement devraient faire l'effort qui s'impose de rationalisation de leurs structures industrielles afin de frayer la voie à un accroissement de la productivité et à une extension du marché intérieur pour les biens produits dans le pays. Il faudrait par ailleurs élargir la coopération industrielle internationale et mettre en oeuvre de nouvelles formes de coopération à l'appui de ces politiques.

## Finances

22. En matière de finances, les participants ont souligné l'importance tant des finances internationales que des ressources financières intérieures. Au niveau des problèmes et des contraintes extérieurs, les années 70 ont vu se produire dans les marchés financiers un changement d'une importance considérable. Les marchés internationaux de capitaux se sont de plus en plus "privatisés" en ce sens que les sources privées de crédit en sont venues à prendre le pas sur les sources publiques. La crise de la dette internationale et la vulnérabilité des banques privées à fort coefficient d'investissements à l'étranger résultent pour beaucoup de ce phénomène.

23. Les implications de ce processus systématique de privatisation des marchés mondiaux de capitaux pour la formulation de stratégies et de politiques de développement demandent à être saisies dans toutes leurs dimensions. Le processus en question a entraîné les conséquences suivantes : a) un renchérissement des emprunts et un raccourcissement des délais de règlement; b) un transfert du risque de change et des fluctuations des taux d'intérêt vers les pays en développement emprunteurs, en particulier sous l'effet de la formule des prêts à taux d'intérêt variables largement appliquée par les banques commerciales au tournant des années 70 et 80; c) un service de la dette extrêmement lourd qui, en fait, réduit le flux net de prêts privés étrangers vers les pays en développement; et d) l'exercice d'une forte discrimination entre les pays en développement, dont les plus pauvres ont été purement et simplement considérés comme présentant des garanties de solvabilité insuffisantes par les banques privées, ce qui réduit pratiquement à néant leur accès au crédit privé.

24. Les pays tributaires de l'exportation de leurs produits manufacturés sont essentiellement dépendants du Nord pour la vente de leurs produits, pour l'obtention de prêts commerciaux et pour l'acquisition de technologies industrielles. Ils se procurent souvent de tels prêts et technologies par le canal de sociétés transnationales possédant des filiales sur leur territoire. Les grandes banques transnationales consentent des prêts aux sociétés transnationales selon des arrangements de crédit assis sur des garanties publiques ou privées. Tout resserrement du marché commercial international du crédit rendra les stratégies d'industrialisation tournées vers les exportations terriblement tributaires de la situation de l'offre dans les pays considérés qui, du côté de la demande, sont de plus en plus aux prises avec le problème du manque de marchés.

25. Indépendamment du tarissement des sources de capital privé, de nombreux pays en développement, en particulier les PMA, sont affectés par la diminution de l'aide au développement. Le renversement de cette tendance est un impératif capital pour les années 80 et 90.

26. Le problème du financement extérieur et l'endettement des pays en développement sont donc une des contraintes majeures qui pèsent actuellement sur les politiques d'industrialisation des pays en question. La dépendance à l'égard de l'extérieur étant ce qu'elle est et les options stratégiques étant limitées, il est nécessaire de rechercher de nouvelles options au niveau de la dynamique interne de la croissance industrielle et de renforcer la coopération internationale entre pays en développement.

27. Le financement intérieur est d'une importance non moindre pour les stratégies industrielles. Il faut donc se féliciter que les pays en développement ont réalisé des progrès dans la mobilisation de l'épargne intérieure et dans l'augmentation de la part de l'investissement industriel dans le PIB. Ils y sont parvenus en recourant à des mesures variées telles que la promotion de l'épargne et l'exécution de transferts intersectoriels adaptés aux circonstances et aux conditions nationales.

28. De toute évidence, les investissements privés étrangers continueront de jouer un rôle dans le financement de l'industrialisation au cours des années 80 et 90 et, comme les investissements étrangers sont principalement orientés vers les pays à vastes marchés, les pays remplissant cette condition semblent jouir de perspectives particulièrement encourageantes à long terme. Par ailleurs, il faudrait revoir de très près de nouvelles formes de coopération privée et publique, notamment les arrangements à taux fixe et les contrats de partage de la production. L'ONUDI a été priée de fournir l'appui technique indispensable pour cette tâche.

#### Commerce international

29. Les exportations de produits manufacturés ont puissamment contribué à la croissance de plusieurs pays en développement durant les années 70. Malheureusement, de nouvelles tensions du système commercial international menacent de réduire les gains de ces pays en développement, ainsi que les gains potentiels d'autres pays en développement désireux de mettre en oeuvre des stratégies de promotion des exportations.



30. Dans le domaine des stratégies et des politiques ayant spécialement retenu l'attention de la Réunion, la menace la plus immédiate, dans le court terme, est celle du protectionnisme. De nombreux pays industrialisés recourent de plus en plus à des mesures non tarifaires, telles que les limitations volontaires des exportations, les contingentements, l'application unilatérale de clauses de sauvegarde et d'autres restrictions commerciales arbitraires et discriminatoires, réduisant ainsi l'accès des pays en développement aux marchés. Une persistance de ces pratiques serait lourde de conséquences pour l'industrialisation des pays en développement.

31. Les déclarations d'intention contre le protectionnisme ne suffisent plus. Il est urgent de prendre des mesures efficaces, en coopération avec la CNUCED et le GATT, pour inverser cette tendance néfaste à l'érection de barrières commerciales et pour donner au commerce international une physionomie plus favorable aux efforts d'industrialisations des pays en développement.

32. Durant la décennie à venir, les pays du Sud devront - plus que par le passé - asseoir leur expansion économique sur leur dynamique interne et sur la croissance de la demande intérieure plutôt que sur les forces du marché mondial. Ils devront accroître leurs efforts de supplantation des importations quand il y a lieu et de développement technologique endogène, de même qu'ils devront renforcer la coopération économique et technologique entre eux.

33. Lors de l'examen de l'état de choses actuel dans le secteur des échanges internationaux, des participants ont souligné les tendances alarmantes à la désindustrialisation qui se manifestent dans plusieurs des pays en développement les plus avancés, tels que diverses nations d'Amérique latine assez fortement intégrées dans l'économie internationale. C'est particulièrement vrai pour ce qui est des marchés financiers, technologiques et des exportations du monde industrialisé, et les pays en cause sont contraints d'adopter des mesures de stabilisation à court terme et des politiques protectionnistes. Les tendances considérées s'accompagnent d'une transnationalisation rapide de branches industrielles où prédominaient traditionnellement les moyennes entreprises à capitaux nationaux. Celles-ci sont naturellement plus sensibles à la crise que les filiales de transnationales. Une telle situation requiert toute l'attention des gouvernements concernés, qui devraient en particulier appuyer activement les entreprises à capitaux nationaux des secteurs tant public que privé et contrôler en permanence l'accès des transnationales au marché intérieur.

34. Indépendamment des graves problèmes qui se posent actuellement, les pays en développement doivent s'attendre à devoir affronter dans l'avenir, en cas de décélération durable de la croissance économique mondiale, de très grosses difficultés du fait que dans cette éventualité l'expansion des échanges mondiaux se ferait à un rythme beaucoup plus lent qu'au cours des décennies précédentes.

35. S'agissant des PMA, la très grande vulnérabilité de ces pays exigerait que leur soit accordé un traitement préférentiel accru, notamment en matière de commerce et d'assistance. Les problèmes d'accès au marché des pays développés devraient en l'occurrence être d'autant plus surmontables que les flux d'exportations potentiels sont faibles en chiffres absolus et ne constituent donc pas une menace pour les marchés des pays développés.

36. Une façon de tempérer l'influence du marché extérieur sur les marchés intérieurs des pays en développement en général est d'appliquer une politique commerciale équilibrée, c'est-à-dire qui, tout en protégeant suffisamment le marché intérieur, ne fasse pas indûment obstacle aux effets stimulants de la concurrence extérieure pour l'efficacité et, par conséquent, la viabilité commerciale des industries naissantes et de la transformation des ressources naturelles locales. Il est à cet égard important de promouvoir les exportations, spécialement les exportations de matières premières transformées à fort coefficient de valeur ajoutée de produits artisanaux.

#### Technologie

37. La technologie a de toute évidence un rôle central à jouer dans le développement industriel et mérite donc de se voir accorder une haute priorité dans les pays en développement au cours des années 80 et 90. Le développement du potentiel scientifique et technologique a par conséquent été considéré par la Réunion comme un élément majeur à prendre en compte dans la formulation de stratégies industrielles.

38. La réduction de l'écart technologique entre pays riches et pays pauvres doit être un des objectifs primordiaux des pays en développement désireux de devenir internationalement compétitifs dans une vaste gamme de produits manufacturés. De même, la promotion du développement technologique global est une condition essentielle de l'industrialisation de tous les pays en développement. L'absence de politiques appropriées dans ce domaine ne pourra qu'entraîner un élargissement de l'écart technologique (au grand détriment des pays en développement).

39. Outre que la technologie représentera un facteur de plus en plus essentiel de la compétitivité relative et donc de la promotion des exportations de produits manufacturés des pays en développement, les progrès technologiques sont appelés à avoir des incidences socio-économiques qu'il faut dûment prendre en compte dans la formulation de stratégies et de politiques industrielles. En particulier, étant donné l'ampleur du chômage manifeste et déguisé qui sévit dans la plupart des pays en développement, le besoin s'y impose d'adopter ou de préserver des technologies créatrices de nombreux emplois permanents ou propres à protéger les emplois existants.

40. Au niveau des pays, le secteur industriel continuera donc de se caractériser par la coexistence de technologies à plus ou moins forte intensité de capital. Il faudra appliquer en tant que partie intégrante des stratégies industrielles des politiques novatrices destinées à ajuster régulièrement les structures de la production aux impératifs de la technologie.

41. Dans le choix d'une technologie, il faut se rappeler que des changements structurels s'imposeront tôt ou tard, d'où la nécessité de doter la structure de production d'une flexibilité suffisante. Une importance égale s'attache à la définition d'une politique spécifique de recherche-développement. La sensibilité des pays à vastes marchés aux fluctuations des conditions économiques - qui s'est déjà clairement manifestée pendant la crise actuelle - augmentera encore avec l'intégration accrue de ces pays dans l'économie mondiale. Pour de nombreux pays, une restructuration et une modernisation du secteur industriel devront absolument être réalisées dans les années qui viennent.

42. A l'appui des efforts nationaux de promotion du potentiel technologique pour l'industrialisation dans les années 80 et 90, il faudrait prendre des mesures concrètes de repérage continu et d'évaluation des percées technologiques, et référence a été faite sur ce point à la première des réunions préparatoires de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI sur les progrès technologiques et le développement. Si rien ne s'oppose à ce que les grands pays en développement explorent individuellement et collectivement les possibilités d'introduction de nouvelles technologies, il n'en reste pas moins nécessaire d'appliquer une approche sélective et différenciée qui tienne compte des objectifs de développement et des conditions économiques et sociales de chaque pays.

43. Sans nier que les flux de technologie Nord-Sud conserveront un rôle déterminant dans l'industrialisation du Sud, les participants ont souligné qu'il fallait continuer de porter toute l'attention voulue aux considérations

suivantes : coût de la technologie, efficacité des transferts et de la technologie transférée et adéquation de la technologie aux facteurs de production dont sont dotés les pays en développement. Il est nécessaire de renforcer le pouvoir de négociation des pays considérés pour garantir que le transfert de technologie Nord-Sud s'opère dans des conditions justes, équitables et mutuellement avantageuses.

44. Les résultats obtenus dans ce sens étant fort variables, une coopération entre pays en développement s'impose, en particulier pour accroître le pouvoir de négociation des pays qui n'en sont qu'aux premiers stades de leur industrialisation.

45. En bref, la détermination et le choix de la technologie appropriée revêtent une importance capitale qui se trouve encore accrue par les percées technologiques des dernières années et par les caractéristiques de certaines des technologies ainsi créées. Il ne faut pas systématiquement exclure l'application de technologies de pointe dans des régions qui pourraient par ailleurs sembler avoir atteint un niveau de développement technologique moins poussé. Il faudra néanmoins trouver les moyens d'empêcher que les pays ne deviennent technologiquement dépendants.

#### Coopération économique entre pays en développement

46. Etant donné le dynamisme passé et présent des marchés des pays en développement et la forte probabilité de le voir persister dans l'avenir, il semble impératif d'accorder, dans la formulation de stratégies et de politiques industrielles nationales, une haute priorité à l'accroissement des échanges entre pays en développement aux niveaux régional et subrégional, où les perspectives d'intercomplémentarité en matière de production et de commerce sont particulièrement favorables. Il est donc très important de mettre à profit et d'élargir les arrangements de coopération existants et d'en promouvoir de nouveaux.

47. Si les pays en développement à vaste marché intérieur disposent de puissants atouts pour un développement industriel étendu, beaucoup de leurs industries se trouvent de plus en plus confrontées à de sérieuses contraintes dues à l'insuffisance des apports matériels importés et des marchés. Les pays en question ne pourront maîtriser ces difficultés qu'à condition d'unir leurs efforts, d'une part pour accroître l'échange de produits manufacturés, d'autre part pour agir et négocier en commun en vue de l'acquisition et de la création de technologies et de biens intermédiaires.

48. En fait, les pays en développement devraient conjuguer leurs acquis pour surmonter une partie de leurs problèmes nationaux respectifs à court terme et à long terme. Une des façons de le faire serait d'engager des actions solidaires et de conclure des arrangements technologiques dans un certain nombre de secteurs et de branches de l'industrie.

49. L'augmentation des transferts internationaux de technologie devrait permettre aux pays en développement d'obtenir, en agissant en commun, des conditions favorables pour la mise à profit des possibilités de coopération avec des entreprises et des organismes de recherche étrangers. Il faut en outre considérer la question d'un accès préférentiel de ces pays à la technologie.

50. La coopération Sud-Sud est un choix politique qui s'impose de plus en plus impérieusement aux pays en développement. Le Sud, qui offre un marché énorme et d'abondantes ressources tant naturelles qu'humaines, se doit d'examiner la meilleure façon d'utiliser ses forces collectives dans son propre intérêt pour la réalisation de ses propres objectifs. L'accroissement des complémentarités entre les pays du Sud signifie qu'un nouvel effort collectif pourrait leur ouvrir une nouvelle voie au développement.

51. L'amplification de la coopération technique et industrielle régionale s'impose de toute évidence pour promouvoir l'industrialisation des pays concernés. Il est non moins évident qu'on pourrait élargir les marchés sur une base régionale, notamment pour tirer parti des économies d'échelle et mettre à profit les occasions d'apprentissage par l'acte.

#### Développement des ressources humaines

52. Les êtres humains ne sont pas seulement les principaux bénéficiaires mais sont aussi les principaux acteurs du développement. La Réunion a souligné qu'une stratégie d'industrialisation axée sur les ressources humaines était une des importantes options envisageables et a mis l'accent sur la nécessité de prendre dûment en compte le développement des ressources humaines dans la formulation de stratégies d'industrialisation globales pour les années 80 et 90. La principale innovation, ici, par rapport aux méthodes d'enseignement traditionnelles réside dans l'importance accordée au développement systématique des savoir-faire requis - qu'il s'agisse de savoir-faire techniques ou gestionnaires, de compétences en matière de planification ou de savoir-faire technologiques. La Réunion a tout particulièrement mis en relief les avantages à long terme d'un investissement dans le développement des ressources humaines.

53. Etant donné que les ressources humaines sont à la fois le sujet et l'objet du développement, ainsi qu'un élément commun dans des domaines clefs tels que le commerce international, le financement extérieur et la technologie, il faudrait mettre l'accent sur les moyens et les capacités de formation. Il est de toute importance de faire servir le développement des ressources humaines à la résolution du problème du chômage dans les pays en développement qui menace la croissance et la stabilité des pays en question.

#### POLITIQUES A SUIVRE

##### L'environnement économique mondial et l'industrialisation

54. Pour la plupart des pays en développement, l'environnement macro-économique mondial constitue un élément déterminant du développement industriel à la fois à court terme et à long terme. Une accélération de la croissance de l'économie mondiale entraînerait l'augmentation des exportations du tiers monde et le renchérissement des matières premières et des produits de base, ce qui renforcerait la capacité des économies du tiers monde d'assurer le service de leur dette et d'acheter les importations nécessaires pour utiliser plus pleinement leur capacité industrielle existante et poursuivre leur développement industriel. Au contraire, dans une économie mondiale en stagnation, la plupart des pays du tiers monde vont se trouver dans une situation industrielle et économique très grave en raison de la charge écrasante de leurs dettes et de la forte baisse du prix des produits de base. En outre, ils doivent se préparer au risque que la croissance économique mondiale connaisse une décélération à long terme.

55. Compte pleinement tenu des remarques précédentes, les recommandations ci-après ont été formulées. Premièrement, si on veut limiter l'atteinte portée au développement industriel des pays du tiers monde, il faut absolument favoriser la coopération économique internationale et retourner les politiques monétaristes restrictives de certains des principaux pays industriels, pour relancer aussitôt l'économie mondiale. Si cette coopération économique internationale n'est pas réalisée, la situation économique et industrielle est de nos jours si critique que nombre de grands pays du tiers monde peuvent être forcés d'envisager l'application de mesures économiques et financières extraordinaires.

56. En second lieu, les pays développés doivent admettre les conséquences que leurs politiques macro-économiques intérieures entraînent pour la croissance et les perspectives d'exportation des pays en développement et en tenir davantage compte dans l'élaboration de ces politiques. Pays développés et pays en développement

doivent collaborer plus étroitement, s'informant mutuellement de leurs objectifs respectifs en matière de politique macro-économique et, s'il y a lieu, coordonnant ces politiques par l'intermédiaire, entre autres, du système des Nations Unies. Troisièmement, en ce qui concerne les problèmes spécifiques des pays qui en sont encore aux premiers stades de l'industrialisation il a été constaté que l'aide au développement est en diminution. Il a été recommandé de renverser cette tendance. On a convenu que les pays développés devraient relever le niveau actuel de leur aide à ces pays et accélérer la hausse de son niveau par habitant, quelle que soit la situation économique dans les pays donateurs, certains experts estimant même que ces niveaux plus élevés d'aide devraient être garantis.

#### Echanges internationaux

57. Compte tenu des remarques qui précèdent et des problèmes particuliers des pays en développement orientés vers l'exportation et des pays qui en sont encore aux premiers stades de l'industrialisation il a été recommandé, à court terme, de suspendre les mesures protectionnistes et autres entraves appliquées par les pays développés aux échanges avec les pays en développement. Cela devrait progressivement entraîner la suppression des mesures tarifaires et non tarifaires frappant les produits manufacturés des pays en développement, tels que contingents, restrictions volontaires, etc.

58. Il a été également recommandé que le système généralisé des préférences soit maintenu et renforcé et que les arrangements commerciaux discriminatoires et spéciaux, tels que l'accord multifibres, soient supprimés progressivement. Il a été en outre convenu qu'il fallait encourager les pays en développement à promouvoir leurs échanges entre eux, sur une base mutuellement avantageuse, grâce à des discussions multilatérales visant à réduire les obstacles aux échanges dans les groupements régionaux et sous-régionaux ainsi que dans les groupements nouveaux.

#### Science et technologie

59. Il a été noté que la possession par un pays de capacités scientifiques et technologiques est non seulement essentielle à son développement industriel à long terme, mais aussi particulièrement précieuse à l'époque actuelle car elle donne à ce pays les moyens de s'adapter à l'évolution rapide de la conjoncture économique mondiale. Compte tenu du fait qu'au cours des deux dernières décennies,

plusieurs pays du tiers monde ont réussi à se donner l'infrastructure scientifique et technique nécessaire et à former leur main-d'oeuvre, il y a tout lieu d'espérer qu'à moyen terme ces pays seront capables de procéder à la restructuration requise de leurs économies industrielles et de poursuivre ainsi leur révolution industrielle. Ces pays doivent continuer à renforcer leurs capacités scientifiques et techniques.

60. Les stratégies industrielles des pays en développement devraient donc prendre en considération une politique d'innovation à long terme. Pour les pays du tiers monde plus avancés sur le plan technique, on a recommandé quelque prudence, afin de tenir dûment compte de l'emploi dans l'élaboration de leurs décisions en matière de technologie. Dans le cadre du transfert Nord-Sud de technologies il a été recommandé d'inviter les pays développés à fournir des techniques avancées et appropriées, à des conditions justes et équitables. Les pays en développement devront pour leur part se doter d'un cadre en vue de transactions technologiques mutuellement profitables.

#### Ressources humaines

61. Pour les pays qui en sont encore aux premiers stades de leur industrialisation, l'importance essentielle d'une stratégie de mise en valeur des ressources humaines a été soulignée. Il a été recommandé que les investissements dans ce domaine se fassent en avance et prennent la priorité sur les investissements matériels. On a souligné qu'il était capital pour tous les pays en développement d'adopter une politique de mise en valeur des ressources humaines qui fasse partie intégrante de leur stratégie de développement industriel.

#### Coopération économique entre pays en développement

62. Pour les petits pays, la coopération est indispensable; pour les grands, elle est souhaitable. Il a été souligné que, pour mieux faire face aux problèmes actuels, la coopération entre pays en développement est essentielle, d'une part pour augmenter les échanges de produits manufacturés et d'autre part pour que ces pays entreprennent conjointement des actions et des négociations en vue d'acquérir des techniques et des biens intermédiaires provenant de pays développés.

63. Il a été recommandé que les pays en développement adoptent des programmes de coopération industrielle propres à surmonter certaines des difficultés rencontrées au niveau national dans les efforts de croissance et à créer des complémentarités industrielles entre ces pays. De nouveaux types de coentreprises



et d'arrangements en matière de technologie devraient être créés. Il a été souligné que, puisque la plupart des grands pays ont une structure industrielle relativement plus avancée, une coopération avec les petits pays peut être très utile à ces derniers.

#### Mesures économiques nationales

64. Il a été noté que la plupart des pays du tiers monde grevés de charges financières extérieures n'ont d'autre choix en matière de politique industrielle à court terme que a) de réduire la propension à importer et b) d'accroître leurs liquidités extérieures, pour autant que ce soit possible. Les deux solutions sont extrêmement difficiles à réaliser dans les conditions actuelles de l'économie mondiale. Elles exigent des mesures spécifiques, tenant compte des conditions particulières à chaque pays.

65. Toutefois, si la croissance de l'économie mondiale reste lente dans les années à venir, même à long terme la création de structures industrielles viables dans les pays en développement exigera que les efforts soient concentrés sur les deux solutions ci-dessus, plus particulièrement sur la première. Dans ce cas, dans les 10 années à venir, les pays du Sud devront forcément compter plus que par le passé sur leur dynamisme interne, sur la croissance de la demande intérieure plutôt que sur les forces du marché mondial pour provoquer l'expansion économique. Il leur faudra procéder au remplacement des importations, en tant que de besoin, susciter un développement technologique faisant davantage appel à leurs ressources intérieures et renforcer la coopération économique et technologique entre eux. Toutefois, il a été souligné que s'attacher à la croissance intérieure ne signifie pas qu'il faut négliger les perspectives d'exportation. En raison de leur déficit extérieur, les pays en développement devront simultanément continuer à soutenir leurs efforts d'exportation.

66. Il a été admis qu'une réorientation du développement industriel du type proposé ci-dessus serait plus facile à mettre en oeuvre a) pour les grands pays et b) pour ceux dont le développement industriel est relativement plus avancé. Pour les petits pays et pour ceux dont le niveau d'industrialisation est relativement moins élevé, la coopération économique internationale peut jouer un rôle essentiel, notamment par l'intermédiaire des systèmes d'intégration régionaux et autres.

Le rôle de l'ONUDI

67. Les participants à la Réunion ont confirmé les grandes lignes données aux activités de l'ONUDI par les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi et la détermination de l'ONUDI de continuer à aider les pays en développement dans leurs efforts d'industrialisation. Aux séances des groupes de travail et en plénière, on a proposé des activités supplémentaires que l'ONUDI pourrait entreprendre.

68. L'ONUDI a été priée d'aider les pays en développement à définir leur potentiel d'industrialisation et à formuler des stratégies de développement industriel. Il faut consacrer une attention spéciale aux problèmes des pays en développement qui sont en train de réorienter leur stratégie vers les marchés soit intérieurs soit étrangers. L'ONUDI devrait également effectuer des études par secteur industriel et élaborer des stratégies correspondantes pour tels pays en développement ou groupements de ces pays.

69. Il a été proposé que l'ONUDI entreprenne des études sur les perspectives et les caractéristiques d'une coopération économique et technique internationale qui pourrait accélérer la croissance de l'industrie dans le tiers monde et ainsi soutenir les stratégies nationales. A cet égard, l'ONUDI a été instamment priée d'étudier le potentiel des relations commerciales et financières du Sud, avec, d'une part, le Sud et, d'autre part, le Nord et aussi d'élaborer les stratégies d'une coopération économique globale. Dans ce contexte, il importe d'étudier les aspects spécifiques de la coopération industrielle par rapport aux produits manufacturés d'exportation, au financement de l'industrialisation, à la mise en oeuvre et à l'exploitation des projets de développement industriel et aussi d'analyser les raisons du succès ou de l'échec d'une telle coopération dans le passé.

70. Il a été estimé que l'expansion des systèmes régionaux de coopération industrielle était vitale pour les pays en développement. On a particulièrement insisté sur le rôle que peut jouer l'ONUDI pour assister les groupements économiques et industriels et donner des conseils sur la formation de nouveaux groupements, s'il y a lieu.

71. Dans le domaine du financement, l'ONUDI devrait s'intéresser tout particulièrement aux problèmes posés par les déclarations d'insolvabilité, notamment pour les pays les moins avancés. Dans nombre de ces pays, des investisseurs étrangers potentiels n'ont pas pu obtenir d'assurance-crédit, des coentreprises ont été délaissées et des crédits commerciaux découragés.

72. Il a été souligné que le problème essentiel de l'impact de la dette du tiers monde sur la poursuite de l'industrialisation doit être étudié en profondeur par l'ONUDI et par la CNUCED.

73. L'ONUDI devrait également examiner l'acquis et les modalités actuelles du développement industriel et de l'ajustement de structure dans les pays développés à économie de marché et dans les pays à économie planifiée pour en voir les possibilités d'application à l'industrialisation des pays en développement.

#### SEANCE DE CLOTURE

74. A la séance de clôture, qui a eu lieu au Ministère des affaires étrangères, le Président a souligné l'importance de la Réunion et énuméré les résultats obtenus et les recommandations formulées. M. Gouri, Président du groupe spécial chargé de préparer la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, a remercié le Président et les autorités péruviennes de l'appui apporté à la Réunion et souligné la portée de cette Réunion et du fait qu'elle se soit tenue à Lima - ville qui, grâce à la Déclaration et au Plan d'action de Lima, est devenue le symbole de l'industrialisation des pays en développement.

75. Le Président de la République du Pérou, M. Fernando Belaúnde Terry, a déclaré close la Réunion et indiqué que, dans le monde, le développement industriel se concentre sur quelques pôles de croissance caractérisés par un marché riche en perspectives et par la présence de ressources naturelles, notamment de ressources énergétiques. L'Amérique latine est abondamment pourvue de ressources et autres richesses naturelles favorables au développement industriel, notamment pour ce qui est des transports et de l'énergie.

76. Le Président a particulièrement insisté sur le potentiel industriel du Groupe andin et du Pérou. Abondamment pourvu de ressources minérales et de secteurs agricoles bien établis, le Pérou possède une solide base de développement industriel. Ce pays a donc la volonté de poursuivre son industrialisation et d'être pleinement associé à toutes les questions touchant au développement industriel du tiers monde.

ANNEXE I

Rapport du Groupe de travail 1 sur les stratégies et politiques  
relatives aux pays en développement susceptibles  
d'accroître leurs exportations de produits manufacturés

Contexte

1. Les efforts d'industrialisation des pays comptant sur les exportations de produits manufacturés sont entravés par trois séries de problèmes interdépendants. Ces problèmes sont dus en partie à l'interdépendance commerciale et financière du système économique mondial, qui s'est accentuée durant les années 70. Premièrement, du fait de la nouvelle intégration financière et commerciale, les politiques macro-économiques des pays développés ont de fortes incidences directes sur les pays en développement - par le biais des taux de croissance ainsi induits, du taux de croissance des importations provenant des pays en développement, des taux d'intérêt que ces pays doivent payer pour le service de leur dette et des ajustements structurels qui en résultent. Deuxièmement, la nouvelle interdépendance économique mondiale a aggravé les tensions commerciales entre les pays du Nord et entre le Nord et le Sud, les pays devant s'adapter à une spécialisation accrue et à des économies plus ouvertes. Enfin, en raison des nouveaux liens entre les marchés financiers, il est essentiel de maintenir et d'accroître le montant des apports financiers du Nord vers le Sud pour maintenir et accroître les taux d'industrialisation du Sud, ainsi que la stabilité du système financier international en général. Ces faits ont une importance particulière pour les pays en développement susceptibles d'accroître leurs exportations de produits manufacturés durant les années 80 et 90.

2. Aussi a-t-on examiné aux paragraphes ci-après six ensembles de questions essentielles pour maintenir et accroître notamment le développement industriel du Sud, ainsi que les exportations de produits manufacturés : conditions macro-économiques générales, commerce international, financement international, politiques nationales d'industrialisation, transfert de technologie et besoins en matière d'infrastructure.

Politique macro-économique

Court terme

3. Du fait de l'intégration de plus en plus poussée des marchés commerciaux et financiers mondiaux, les politiques macro-économiques des principaux pays développés exercent une forte influence sur les perspectives de croissance commerciale et financière des pays en développement. Des modifications radicales

des politiques monétaires et/ou fiscales, dans une période où les taux de change sont flottants et les marchés financiers intégrés, peuvent influencer sensiblement sur les perspectives d'exportation et de croissance et sur la situation financière des pays en développement. Ceux d'entre eux qui ont un lourd endettement sont particulièrement sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans les pays développés. Il est donc recommandé que :

- i) les pays développés prennent conscience des conséquences qu'ont leurs politiques macro-économiques nationales sur les perspectives de croissance et d'exportation des pays en développement et qu'il soit davantage tenu compte de ces conséquences lors de l'élaboration de politiques macro-économiques.

#### Long terme

4. Un environnement macro-économique stable constitue peut-être le principal déterminant de la croissance industrielle et des perspectives d'exportation des pays en développement. Etant donné que la plus grande puissance économique tend à peser moins lourd dans l'économie mondiale, les politiques macro-économiques d'un seul pays ne suffisent plus en soi à assurer la stabilité des politiques macro-économiques dans le monde. La politique d'expansion d'un seul pays important peut être réduite à néant par les politiques de contraction d'autres pays. De même, la coordination entre les pays de l'OCDE, à l'exclusion donc des pays en développement, ne permettrait pas d'assurer la croissance, car les pays en développement représentent maintenant une part importante de l'économie mondiale. Il est donc recommandé qu'à long terme :

- ii) les pays développés et les pays en développement collaborent plus étroitement et s'informent les uns et les autres de leurs objectifs macro-économiques et, si nécessaire et souhaitable, coordonnent leurs politiques, notamment par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

#### Commerce

##### Court terme

5. Même les pays en développement qui ont relativement réussi à promouvoir leur croissance par les exportations n'ont pas utilisé uniquement, ni même principalement, ce moyen comme stimulant. Néanmoins, les exportations ont apporté une contribution importante à la croissance de plusieurs pays durant les années 70. Les tensions récentes dans le système commercial international

menacent cependant de remettre en cause les gains de ces pays, ainsi que les gains potentiels d'autres pays en développement désireux de recourir à des stratégies de promotion des exportations.

6. La menace la plus immédiate à court terme est le protectionnisme. De nombreux pays industrialisés recourent de plus en plus à des barrières non tarifaires : limitations volontaires des exportations, contingentements, application unilatérale de mesures de sauvegarde et autres restrictions commerciales arbitraires et discriminatoires, afin de réduire l'accès des pays en développement aux marchés. Ces tendances ne pourront être longtemps supportées par les pays en développement sans conséquences tangibles sur leur taux d'industrialisation.

7. Plusieurs pays en développement avancés - écrasés par un service de la dette particulièrement lourd et par la détérioration de leur balance des paiements - appliquent eux-mêmes des restrictions commerciales. Bien que la plupart d'entre elles frappent des produits des pays industrialisés, un grand nombre touche aussi les produits d'autres pays en développement. Cette tendance nuit donc également à une industrialisation fondée sur les échanges.

8. Les déclarations d'intention contre le protectionnisme ne suffisent plus. Il est urgent de prendre des mesures efficaces, en coopération avec la CNUCED et le GATT, pour inverser cette tendance néfaste consistant à ériger des barrières commerciales et instaurer, dans le domaine du commerce international, un climat plus favorable aux efforts d'industrialisation des pays en développement. Il est donc bon de rappeler la nécessité d'observer strictement les recommandations suivantes :

9. Il est recommandé à court terme :

i) De geler les mesures protectionnistes et d'éliminer les autres obstacles aux échanges avec les pays en développement mis en place par les pays développés:

ii) De préserver et d'améliorer le système préférentiel généralisé.

#### Long terme

10. A long terme, cependant, le système commercial international est également menacé sur d'autres fronts; les ajustements structurels sur le plan mondial continueront d'être causes de dislocations dans presque tous les pays, ce qui entraînera un regain de protectionnisme. En outre, les nouvelles formes de subventions à la production et au développement technologique dans les pays industrialisés ne font pas l'objet actuellement d'une réglementation appropriée,

et menacent de saper le système à long terme. De plus, les pratiques des pouvoirs publics de nombreux pays développés et en développement, nécessaires peut-être pour promouvoir la croissance industrielle (investissements, création d'entreprises d'Etat et échanges de produits de haute technologie), sont une source de conflits commerciaux entre pays risquant d'entraîner des mesures de rétorsion déstabilisatrices. Enfin, le chômage qui s'accroît depuis longtemps dans les pays industrialisés, en raison de l'évolution technique et démographique et, seulement en second lieu, l'ajustement aux nouvelles formes d'échanges internationaux menacent de déchaîner de nouvelles formes de protectionnisme, même si la croissance économique reprend.

11. La coopération Sud-Sud constitue une option de plus en plus nécessaire pour les pays en développement. Ceux-ci doivent notamment s'attacher à mettre leurs forces en commun, dans leur propre intérêt et afin de réaliser leurs objectifs. Le Sud constitue un marché énorme et dispose de ressources abondantes, tant naturelles qu'humaines. Du fait de la complémentarité de plus en plus forte des pays du Sud, un effort collectif pourrait ouvrir la voie à une nouvelle forme de développement. La coopération Sud-Sud ne doit cependant pas être considérée comme un substitut à la coopération Nord-Sud; ces deux possibilités ne s'excluent pas mutuellement. En fait, la coopération Sud-Sud pourrait être considérée comme une stratégie aboutissant à la coopération Nord-Sud.

12. Etant donné le dynamisme passé et présent des marchés des pays en développement, et comme ces tendances se poursuivront sans doute à l'avenir, il semble que les politiques et stratégies industrielles devraient accorder un rang de priorité élevée à l'augmentation des échanges entre pays en développement, notamment aux échelons régional et sous-régional où la production et le commerce seront sans doute plus complémentaires. A ce propos, il faudrait s'attacher à tirer parti des arrangements existants et à promouvoir la conclusion de nouveaux arrangements visant à faciliter l'industrialisation et les échanges.

13. Aussi, même si la santé économique des pays industrialisés et des pays en développement s'améliore, il faudra prendre à long terme de nouvelles initiatives dans lesquelles les pays en développement joueront un rôle central, afin de renforcer et d'élargir le système commercial international et de promouvoir les échanges Sud-Sud. Il faudra notamment :

- iii) éliminer progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires auxquels se heurtent les produits manufacturés des pays en développement, tels que contingents, limitations volontaires, etc.

- iv) Renforcer le système commercial multinational en éliminant progressivement les arrangements commerciaux discriminatoires et spéciaux, tels que l'accord multifibres.
- v) Inciter les pays en développement à libéraliser les échanges notamment avec les autres pays en développement afin de promouvoir les échanges Sud-Sud, par l'organisation de discussions multilatérales visant à réduire les barrières commerciales dans le cadre des groupements régionaux et sous-régionaux existants, ainsi que de groupements nouveaux.

#### Politiques nationales d'industrialisation

14. Lorsqu'ils choisiront leur stratégie industrielle pour les années 80 et 90, les pays en développement devront tenir compte des problèmes que pose la concurrence de plus en plus vive sur les marchés des pays développés et des effets de ces stratégies sur leurs propres marchés. La décision appartient à chaque pays en développement, mais il est essentiel que la communauté internationale, et en particulier l'ONUDI, fournissent une assistance et des conseils. Comme il ne saurait y avoir un seul plan d'ensemble applicable à tous les pays en développement, il faudra prendre en considération la situation de chaque pays.

15. Lorsqu'ils élaboreront leurs politiques nationales d'industrialisation, les pays en développement, notamment ceux qui seraient susceptibles d'accroître leurs exportations de produits manufacturés, devront établir une nette distinction entre les aspects à court terme et ceux à long terme.

#### Court terme

16. A court terme, des choix difficiles doivent être faits : les rares capitaux doivent être mieux utilisés, les niveaux de l'épargne et de l'investissement intérieurs doivent être relevés et - dans le même temps - l'orientation fondamentale de la politique d'industrialisation fondée sur les exportations doit être maintenue, car il n'y a pas d'autre solution à court terme (si l'on se fonde sur l'expérience des années 70, cette orientation offre les meilleures perspectives de développement économique). En bref, dans le cadre de leur politique d'industrialisation fondée sur les exportations, les pays en développement doivent utiliser au mieux leurs propres ressources et les divers instruments de politique économique à leur disposition. Dans le même temps, la coopération internationale, bilatérale et multilatérale, doit être poursuivie et intensifiée.



17. Les pays susceptibles d'accroître leurs exportations de produits manufacturés se heurtent à deux autres obstacles. Premièrement, en raison des incertitudes actuelles de l'économie mondiale (fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et du prix des produits de base), il est plus difficile d'anticiper l'évolution de la situation sur les marchés extérieurs. Deuxièmement, les politiques et stratégies des sociétés transnationales sur le plan international, dans le domaine de la production et de la commercialisation, peuvent limiter les options des responsables nationaux.

18. Les pays en développement sont à un carrefour, notamment ceux qui ont compté sur le marché extérieur pour y trouver le stimulant essentiel de leur croissance. Bien que ce groupe de pays se soit révélé être l'élément le plus dynamique sur la scène économique mondiale, il se heurte maintenant à un très grave problème de transition dû à la contraction de l'économie internationale. En attendant que la demande mondiale augmente, ces pays devraient s'attacher à :

- i) Rationaliser les structures industrielles existantes en éliminant progressivement les activités non concurrentielles et en modernisant les machines et équipements dans les branches de l'industrie compétitives sur le marché international. A cette fin, il faut procéder à une analyse approfondie de l'évolution du marché international.
- ii) Etudier la possibilité d'élargir un marché intérieur négligé et de mieux s'adapter à sa demande.
- iii) Envisager d'investir dans le secteur agricole et dans celui de l'infrastructure sociale non seulement pour préserver le niveau de la demande globale, mais également pour consolider les bases d'une saine industrialisation.

#### Long terme

19. D'une certaine manière, les difficultés économiques internationales actuelles sont le résultat de frictions nées de la plus radicale opération de restructuration industrielle qu'ait connu le monde. Au fur et à mesure que les pays s'avancent dans la voie du développement économique, ils devraient créer de nouvelles branches, mais, dans le même temps, donner aux pays qu'ils précèdent immédiatement dans cette voie la possibilité de rester concurrentiels sur le marché international dans les branches traditionnelles. Il est donc

essentiel que les pays prévoient à long terme des ajustements et modifications structurels constants, non seulement pour assumer leurs responsabilités de membres de la communauté économique mondiale, mais également pour assurer un développement sans heurt.

Plus précisément,

- i) Les pays en développement exportant déjà un nombre considérable de produits manufacturés devraient modifier leur structure industrielle afin de faciliter les exportations de produits manufacturés des pays moins industrialisés et, dans le même temps, de préserver et améliorer leur position concurrentielle sur le marché international.
- ii) Les pays susceptibles d'augmenter leurs exportations de produits manufacturés devraient s'efforcer d'améliorer leur compétitivité internationale sur le plan des prix et de la qualité et promouvoir la demande intérieure de ces produits afin d'assurer une croissance équilibrée.
- iii) Afin de soutenir efficacement la concurrence sur le marché international ces pays devront élaborer un plan équilibré d'éducation et de formation de la main-d'oeuvre, ainsi qu'un programme d'amélioration des compétences. Ils devraient également prendre conscience des incidences possibles des techniques de pointe (micro-électronique, génie génétique, etc.) sur l'industrie.
- iv) Il faut étudier des méthodes modernes de financement : il est sans aucun doute nécessaire d'attirer davantage de fonds vers l'investissement industriel.
- v) Il faut envisager de renforcer les capacités nationales en matière de planification afin de pouvoir faire face aux incertitudes de l'économie internationale.
- vi) Etant donné la part de plus en plus grande qu'occupent les produits industriels complexes sur le marché international, il faut recourir à des techniques plus élaborées en matière de commercialisation, de financement international, de transports et d'assurances. La création d'une société commerciale générale, à services et à clientèle multiples, donnerait l'occasion d'acquérir de telles techniques élaborées de commercialisation.

- vii) Pour pouvoir appliquer une stratégie axée sur les exportations, il faut entretenir des relations économiques actives avec les pays partenaires. Ces liens économiques seraient renforcés si l'on pouvait élargir les possibilités d'échanges afin de favoriser la complémentarité de la structure de production des pays partenaires. La coopération par le commerce serait donc renforcée si elle s'accompagnait d'activités communes dans le domaine de la production, qui prendraient la forme de coentreprises.
- viii) De nombreux pays en développement estimeront peut-être qu'il est de leur intérêt de promouvoir les investissements extérieurs directs afin de contribuer aux efforts nationaux d'industrialisation. Ces pays devraient faire tout leur possible pour instaurer des règles justes et équitables, conformes aux objectifs nationaux de développement.

#### Financement international

##### A court terme

20. Sur le plan des difficultés et contraintes extérieures, une évolution très importante s'est produite au cours des années 70. On a assisté à une "privatisation" croissante des marchés internationaux de capitaux, les crédits de source privée l'emportant de plus en plus sur ceux de source publique. La crise dite de la dette internationale et la vulnérabilité des banques privées qui dépendent beaucoup de l'étranger reflètent dans une large mesure ce phénomène.

21. Il convient de bien comprendre les conséquences que ce processus systématique de privatisation des marchés internationaux de capitaux entraîne pour la formulation des stratégies et des politiques de développement. Ces conséquences sont a) un coût de l'emprunt plus élevé pour échéance plus courte, b) un transfert des risques de fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt vers les pays en développement emprunteurs, notamment en raison des accords de prêts à taux d'intérêt flexible, pratique largement utilisée par les banques commerciales à la fin des années 70 et au début des années 80, c) un service de la dette très lourd, réduisant de plus en plus l'apport net en prêts privés étrangers dans les pays en développement, et d) une forte discrimination entre les pays en développement, dont les plus pauvres ne sont pas considérés comme suffisamment solvables par les banques privées, qui ne leur accordent pratiquement pas de crédits.

22. Les pays tirant leurs ressources de l'exportation de leurs produits manufacturés dépendent essentiellement du Nord pour la vente de ces produits, pour l'obtention de crédits commerciaux et pour l'acquisition de techniques industrielles. Dans de nombreux cas, ils accèdent à ces techniques et à ces crédits par l'intermédiaire des sociétés multinationales disposant de filiales sur place. Les grandes banques transnationales prêtent aux sociétés multinationales dans le cadre d'accords de crédits à garantie publique ou privée. Tout rétrécissement du marché commercial international des crédits aura pour effet que, sur le plan de l'offre, ces pays auront beaucoup de difficultés pour élaborer des stratégies de l'industrialisation axées sur l'exportation, cependant que, sur celui de la demande, ils doivent de plus en plus faire face au problème de l'insuffisance des marchés.

23. Récemment, quelques pays en développement dont la croissance économique dépend dans une large mesure de leurs exportations ont connu de graves difficultés pour assurer le service de leur dette extérieure. Les besoins financiers immédiats de ces pays ont été satisfaits et il semble que l'on ait enrayé la crise qui était imminente.

24. Il n'en reste pas moins que les pays désirant s'industrialiser et développer leurs exportations ont besoin de crédits à court terme suffisants pour surmonter les graves difficultés liées au service de la dette qui assombrissent leurs perspectives de croissance immédiates. Il est donc recommandé ce qui suit :

- i) Les pays développés devraient coopérer étroitement avec les pays en développement pour assurer des flux de capitaux internationaux permettant d'effectuer les importations nécessaires à la croissance et au développement industriels.

#### A long terme

25. La solution à long terme demeure incertaine. Si les hypothèses les plus pessimistes concernant les taux de croissance, les taux d'intérêt et le prix des produits de base à l'échelle mondiale, ainsi que les termes de l'échange des pays en développement, se confirmaient et que se présentait le scénario du pire, les pays en développement ayant une dette extérieure élevée risqueraient de se retrouver au centre d'une crise financière internationale plus profonde.

La recommandation formulée pour le long terme est donc que :

- ii) Tout devrait être mis en oeuvre afin de renforcer et stabiliser le système financier international.

## Technologie

### A court terme

26. Réduire le fossé technologique entre pays riches et pays pauvres constitue la plus haute priorité pour les pays en développement désirant devenir compétitifs sur le plan international dans une grande variété de produits manufacturés. De même, le simple relèvement du niveau de développement technique et l'accélération du progrès sont des mesures indispensables à l'industrialisation de tous les pays en développement.

27. Malgré le flux des techniques du Nord vers le Sud, ces transferts se heurtent encore à des problèmes qui nécessitent une attention immédiate. Parmi ceux-ci, on peut citer le coût parfois élevé de ces techniques, leur adaptation aux moyens de production des pays en développement et la capacité de ces pays de concevoir leur propre technologie. Etant entendu que chaque pays en développement doit lui-même chercher une solution à ces problèmes, il est formulé la recommandation suivante :

- i) Les pays développés devraient fournir des techniques de pointe appropriées, à des conditions justes et équitables, et les pays en développement offrir un contexte stable permettant des transactions technologiques mutuellement avantageuses.

### A long terme

28. La technologie déterminera de plus en plus l'avantage comparatif dans les exportations de produits manufacturés. Les pays en développement vont probablement, comme les pays développés, tout mettre en oeuvre pour renforcer leur propre capacité technique, notamment en accordant des subventions publiques pour le développement technique, au risque de déclencher entre les gouvernements une course aux techniques de pointe qui pourrait engendrer de nouveaux conflits dans le domaine du commerce et des investissements. D'où la recommandation suivante :

- ii) Les pays développés et les pays en développement devraient s'employer à régler les problèmes d'investissement et de commerce découlant de l'avantage comparatif fondé sur la technologie.

### Infrastructure

29. L'un des grands problèmes auxquels se heurte l'industrialisation des pays en développement est l'absence d'une infrastructure appropriée. Ce problème est particulièrement important lorsqu'il s'agit d'encourager et de développer l'exportation de produits manufacturés. L'absence d'une infrastructure appropriée entrave le développement général de ces pays, et en particulier leurs exportations. Dans la plupart des pays en développement, cette infrastructure fait défaut dans des domaines tels que transports, ressources techniques, instruction et développement technique, information technique, système local de normalisation et système efficace permettant d'améliorer le contrôle de qualité.

30. Ces problèmes sont dus parfois à une inadéquate allocation des ressources disponibles, parfois au manque de ressources financières et techniques. Pour les résoudre, il convient d'intensifier la coopération aux niveaux national et international, y compris la coopération entre pays en développement.

31. Dans ce domaine clef, les recommandations sont notamment les suivantes :

#### A. Normalisation

- i) Il importe que les pays en développement mettent en place des systèmes locaux de normalisation en tenant compte des normes internationales correspondant à leurs ressources et à leurs objectifs.
- ii) Il importe que les pays en développement s'emploient à modifier leurs normes locales, en particulier dans les secteurs industriels où le marché international est fondé sur une norme avancée unique.
- iii) Il conviendrait de réviser les normes internationales actuelles et d'en établir de nouvelles, avec la participation active des pays en développement intéressés et compte étant tenu de leur niveau de développement dans certaines industries.

#### B. Information technique

- i) Il convient d'accorder une importance toute particulière à la diffusion d'informations techniques concernant le développement industriel, en s'intéressant notamment aux produits d'exportation à fort coefficient de valeur ajoutée. A cet égard, il serait utile, dans le cadre de la coopération internationale, notamment avec les pays en développement, de créer un système permanent d'information technique pour des secteurs tels que les produits pharmaceutiques, la pétrochimie, l'électronique et la biotechnologie.

C. Contrôle de la qualité

- i) Les pays en développement devraient, avec le soutien des organisations internationales et des pays développés, s'intéresser de près aux aspects "contrôle de la qualité" de leurs exportations industrielles; un échange de données d'expériences dans ce domaine vital serait utile.
- ii) Il importe de créer des laboratoires nationaux et régionaux, reconnus sur le plan international, pour attester la qualité des produits, compte étant tenu du niveau d'avancement des pays en développement.

D. Transports

- i) Il importe que soient améliorés et renforcés les services de transport - notamment maritimes - des pays en développement; cette mesure est indispensable pour définir de nouveaux projets d'entreprises communes à créer par ces pays, en s'inspirant des précédents comme NAMUCAR, qui concerne certains pays d'Amérique latine.
- ii) Il importe que des institutions internationales comme la CNUCED, la Banque mondiale, etc., apportent leur soutien aux projets régionaux ou multinationaux des pays en développement visant à améliorer les services de transport de ces pays à destination de marchés internationaux et à mettre un terme aux pratiques discriminatoires.

E. Emballage

- i) Aux fins d'améliorer et d'accroître les exportations manufacturières des pays en développement, il conviendrait d'intensifier la coopération technique que proposent à ces pays des organisations internationales comme l'ONUDI pour concevoir des modèles et mettre au point des emballages adaptés aux produits d'exportation, en tenant compte de la possibilité de recyclage de ces emballages.

Composition du Groupe de travail 1

M. J. Vega, Président

M. E. de Blanco

M. R. Cebrecos

M. Y.R. Cho

M. A.A. Justin Dias

M. P. Ginman

M. G. Bedoya

M. A. Inotai

M. A.A. Khathlan

M. K.S. Koak

M. J. Kuehn

M. J. Licetti

M. S. Morita

M. R. Newfarmer

M. C. Pinney

M. D. Ritchie

M. S. Rivas

M. M. Rovayo

M. B. Sosnowski



ANNEXE II

Rapport du Groupe de travail 2 sur les stratégies et politiques  
relatives aux pays en développement dont l'industrialisation  
pourrait être axée sur le marché intérieur

1. Dans la Déclaration de Lima (1975), on notait que les pays en développement, qui comptaient pour 70 % de la population mondiale, n'assuraient que 7 % de la production industrielle et on appelait à un développement industriel accéléré afin que la part de ces pays dans la production industrielle mondiale atteigne au moins 25 % d'ici à l'an 2000. Il s'agissait là d'un véritable appel à une révolution industrielle, fût-elle tardive, dans les pays du tiers monde et, par conséquent, à un bouleversement de l'ordre économique mondial. Cet appel à un développement industriel accéléré dans les nations du tiers monde a été repris dans la Déclaration de New Delhi de 1980.

2. La croissance industrielle rapide est un objectif que les pays du tiers monde devraient s'efforcer d'atteindre pour de nombreuses raisons dont la plus importante est que cette industrialisation leur est indispensable s'ils veulent pouvoir satisfaire les besoins matériels fondamentaux de leurs populations et créer de nouveaux emplois productifs pour une main-d'œuvre de plus en plus abondante. Le Groupe de travail a noté que : a) les besoins matériels fondamentaux des populations pauvres du tiers monde ne peuvent être satisfaits à long terme que grâce à une expansion économique continue de leur pays; b) en ce qui concerne le PNB par habitant d'un pays type du tiers monde, une augmentation de 1 % du PNB entraîne généralement une augmentation de 1,5 % de la production industrielle.

3. A ce propos, il a été rappelé que l'OIT, à qui on doit le concept de besoins fondamentaux, avait estimé que si on voulait satisfaire les besoins minimaux des 20 % les plus pauvres de la population du tiers monde d'ici à la fin du siècle, le revenu national des pays du tiers monde devrait augmenter en moyenne de 7 à 8 % par an. Le Groupe de travail a noté que si ce taux de croissance économique était jugé suffisant pour permettre l'élimination de la pauvreté absolue, il impliquait une croissance du secteur industrielle du tiers monde supérieure à 10 % par an.

4. Pendant les années 70, en dépit d'une conjoncture défavorable, les pays du tiers monde ont, en moyenne, connu un développement industriel acceptable. Aujourd'hui, nombre d'entre eux, dont certains des pays en développement les plus avancés sur le plan industriel, se débattent dans une crise sans précédent. La question principale dont était saisi le Groupe de travail était la suivante :

quelles mesures les nations du tiers monde et la communauté internationale peuvent-elles adopter, à court et à long terme, en vue de limiter les répercussions néfastes de cette crise sur leur développement industriel et de poursuivre leur révolution industrielle.

5. Le Groupe de travail a tenu quatre séances. Se fondant sur les débats des séances plénières consacrés au point 4 de l'ordre du jour et sur la documentation de la réunion, il a examiné l'ensemble des questions qui semblaient présenter un intérêt particulier pour ceux des pays en développement disposant d'un vaste marché intérieur potentiel. Il s'est efforcé de définir un certain nombre de mesures concrètes propres à résoudre les problèmes immédiats qui se posent en matière de développement industriel et d'élaborer des stratégies d'industrialisation à long terme pour cette catégorie de pays.

6. Le Groupe de travail a commencé par rechercher une définition appropriée pour les pays en développement dont l'industrialisation pourrait être axée sur le marché intérieur. Il est ressorti des débats que ces pays se répartissent en deux catégories : d'une part, les pays très peuplés où, même avec un revenu par habitant peu élevé, le marché des produits industriels (y compris les biens d'équipement) est suffisamment vaste pour permettre une industrialisation axée sur le marché intérieur; d'autre part, les pays qui ont une population relativement moins importante mais un revenu par habitant plus élevé et, par conséquent, une demande suffisamment soutenue pour les biens de consommation et les biens d'équipement. Aussi, les débats du Groupe de travail ont-ils porté sur un groupe très étendu de pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, assez divers sur le plan des systèmes socio-économiques et de la pratique industrielle.

7. Selon les chiffres fournis au tableau 2 du document ID/WG.391/8, une vingtaine de pays en développement appartiendraient à la seconde catégorie. La conclusion à tirer de l'analyse des tendances est, selon ce document (p. 18) que la demande intérieure vient en première place dans la croissance dans les pays en développement et que les politiques visant à intensifier la croissance de la demande intérieure revêtent une importance fondamentale. Au début des débats, on a attiré l'attention sur les documents présentés par le Secrétariat, notamment sur certains chapitres de ces documents intéressant particulièrement le Groupe de travail, telles les observations de caractère général figurant dans le document ID/WG.391/2 (par. 50 à 52).

8. Le Groupe de travail a noté que parmi les pays étudiés nombreux étaient ceux qui, loin de développer leur capacité industrielle, pâtissaient d'une sous-utilisation de plus en plus marquée des installations existantes parce que les dépenses qu'entraînait le service de la dette les empêchaient de procéder aux importations complémentaires dont ils avaient besoin. Cette sous-utilisation entraîne une désagrégation et des déséquilibres non seulement dans l'industrie, mais aussi dans d'autres activités économiques et financières. Les recettes de l'Etat étant, dans de nombreux pays, largement tributaires des diverses taxes prélevées sur les produits industriels, la baisse de la production industrielle entraîne notamment des déficits fiscaux et budgétaires.

9. On a également attiré l'attention sur une tendance alarmante à la désindustrialisation qui se manifeste à l'heure actuelle dans plusieurs des pays en développement les plus avancés, comme certaines nations d'Amérique latine relativement bien intégrées aux circuits économiques internationaux, notamment aux marchés financiers et technologiques et aux marchés d'exportation du monde industrialisé, et qui ont dû adopter des mesures de stabilisation à court terme et des politiques récessionnistes. On a en outre noté que cette tendance allait de pair avec une rapide transnationalisation<sup>a/</sup> des branches industrielles où les entreprises locales de taille moyenne occupaient depuis longtemps une place importante. Ces dernières sont d'ailleurs plus sensibles à la crise que les filiales des sociétés transnationales. Aussi, les pouvoirs publics des pays en développement devraient-ils s'efforcer de remédier à cette situation, notamment en adoptant des politiques de soutien actif aux entreprises publiques, ainsi qu'aux entreprises privées appartenant à des ressortissants nationaux, et en réglementant de manière systématique l'accès des sociétés transnationales au marché intérieur.

10. Les difficultés du financement externe et l'endettement des pays en développement ont été considérés comme constituant des préoccupations majeures dans ces pays à l'heure actuelle. En raison de la nature de cette dépendance vis-à-vis de l'étranger et compte tenu de la marge de manoeuvre très étroite dont disposent ces pays, on a estimé qu'il fallait rechercher de nouvelles solutions en s'appuyant sur la dynamique interne de la croissance industrielle et sur une coopération plus poussée.

---

<sup>a/</sup> Accroissement de la participation étrangère dans le total des actifs sociaux.

11. En plus de ces graves problèmes à court terme, les pays du tiers monde risquent de subir les effets d'un ralentissement à long terme de la croissance économique mondiale, dont la conséquence - dramatique pour les pays en développement - serait une croissance du commerce mondial beaucoup plus lente que lors des décennies précédentes. D'où la nécessité de réexaminer la conception qu'ont les pays du tiers monde des rapports entre commerce et développement; en effet, si le commerce global croît très lentement, les exportations manufacturières du tiers monde ne pourront vraisemblablement pas croître à un rythme suffisant pour porter les taux de croissance économique des pays en développement à un niveau satisfaisant sur le plan social, même en l'absence de barrières tarifaires ou non tarifaires dans les pays avancés. Cette situation serait, bien évidemment, aggravée si les pays développés maintenaient ou renforçaient leurs barrières tarifaires et non tarifaires et, partant, freinaient les exportations de produits ouverts ou manufacturés des pays en développement.

12. Dans la décennie à venir, les pays du Sud devront donc, contrairement à la politique suivie jusqu'à présent, compter plus sur leur dynamique interne et sur la croissance de la demande intérieure que sur les forces du marché mondial pour assurer leur expansion économique. Ils devront substituer davantage de produits locaux aux importations, intensifier la mise au point de technologies qui leur soient propres et coopérer davantage les uns avec les autres sur les plans économique et technologique.

13. On a fait remarqué qu'en raison de leur "grande" taille, les pays considérés étaient en principe plus à même de se prémunir contre les aléas de la conjoncture mondiale; le commerce extérieur tient généralement une place relativement moins importante dans leur PNB car ils disposent le plus souvent d'un marché intérieur suffisamment vaste et peuvent ainsi tirer parti des économies d'échelle pour un nombre important de produits. Aussi, le taux de croissance de ces pays est-il, en principe, beaucoup moins tributaire de la croissance de l'économie mondiale. En outre, nombre d'entre eux ont déjà une industrie assez diversifiée et des cadres et ouvriers qualifiés, de sorte que sur le plan de l'offre ils peuvent beaucoup plus facilement réaliser une croissance interne autonome que des pays plus petits et moins industrialisés.

14. On a évoqué les efforts déployés par certains des grands pays en développement en vue de créer une infrastructure industrielle de base. Le recours plus ou moins fréquent à la planification du développement industriel ainsi qu'une politique de substitution systématique des productions locales aux importations ont été les principales questions examinées à ce propos.

15. Le Groupe de travail a ensuite examiné la pratique et la situation en matière industrielle de quelques pays en développement. On a indiqué que la Chine connaît à l'heure actuelle une phase de réajustement économique supposant une série de changements dans les principes directeurs, dans la stratégie de développement, dans les dispositions concrètes et dans le système de management. La politique industrielle chinoise actuelle met l'accent sur les éléments suivants : a) développement équilibré de l'industrie et de l'agriculture, b) mise en place d'une structure industrielle rationnelle, c) croissance de la production par le biais du progrès technique, d) utilisation de la science et de la technique au service du développement industriel, e) réforme du système de gestion industrielle.

16. L'Inde a, elle aussi, choisi d'appliquer une politique d'"autosuffisance" et est, comme la Chine, relativement moins intégrée à l'économie mondiale que la plupart des pays du tiers monde. On a suggéré que cela lui valait d'avoir un taux de croissance économique plus ou moins indépendant du taux de croissance mondial. Les facteurs nationaux, comme les conditions climatiques et le développement de l'agriculture, jouent un rôle beaucoup plus important dans l'expansion de l'économie indienne que la situation économique mondiale.

17. En Inde, par exemple, on a estimé que pour pouvoir assurer un taux de croissance suffisant, tout en évitant une concentration excessive de richesses entre les mains d'un nombre limité de personnes, il était indispensable de créer un secteur public puissant et efficace, garant de la croissance et de la modernisation de l'économie. Les principaux leviers de l'économie ont, par conséquent, été confiés au secteur public et des sommes énormes y ont été investies. Aussi faudra-t-il dans les années à venir s'intéresser tout particulièrement à la gestion des entreprises publiques et, notamment, prendre des mesures pour responsabiliser ce secteur sans toutefois enserrer l'esprit d'initiative dans un carcan stérile. Les ressources nationales énormes investies dans les entreprises publiques ne porteront leurs fruits que si le secteur public fonctionne dans un cadre plus autonome où le succès est récompensé et où les négligences sont punies. Si le rendement des investissements effectués dans le passé est insuffisant, le secteur public ne peut pas jouer son rôle d'accumulation du capital.

18. Contrairement à la Chine et à l'Inde, d'autres pays industriels du tiers monde - à savoir le Brésil et le Mexique - qui ont appliqué des politiques économiques plus ouvertes en matière de commerce extérieur et d'investissements se trouvent dans une situation extrêmement grave. Leur dette extérieure est

colossale et, si l'économie mondiale connaissait un taux de croissance faible, le service de la dette les condamnerait à un taux de croissance industrielle zéro ou même négatif pendant plusieurs années. Il est inutile de s'appesantir sur les conséquences qu'aurait sur le plan social une stagnation prolongée de l'économie dans des pays comme le Brésil et le Mexique où la main-d'oeuvre est en pleine expansion.

19. En Egypte, a-t-on déclaré, la structure salariale est double (entreprises industrielles du secteur public, d'une part, et entreprises industrielles du secteur privé, d'autre part) tout comme la structure des prix et elles sont toutes deux préjudiciables au secteur public, pourtant important puisqu'il crée les deux tiers de la valeur ajoutée industrielle. Ces distorsions rendent difficile la distinction entre producteurs efficaces et producteurs inefficaces, et le préjugé défavorable existant à l'encontre des entreprises publiques a fait des plus compétitives d'entre elles des entreprises déficitaires, les empêchant ainsi de dégager les bénéfices nécessaires aux réinvestissements. Plus inquiétante encore, en matière d'industrie à haute intensité de travail, est la tendance apparente à une pénurie accrue de main-d'oeuvre, alors que d'après l'évolution à long terme des facteurs de production en Egypte il faut s'attendre à ce que la main-d'oeuvre soit de nouveau excédentaire dans un avenir proche lorsque l'émigration aura ralenti et que l'Etat devra, pour des raisons budgétaires, cesser d'employer de manière artificielle près d'un quart des personnes qui, chaque année, arrivent sur le marché du travail. Les pouvoirs publics auront à faire un choix difficile entre poursuivre la politique actuelle de création d'emplois nouveaux dans l'administration et rompre avec cette politique, en consacrant les économies ainsi réalisées à l'investissement dans des industries productives à forte intensité de travail.

20. Les pouvoirs publics égyptiens se sont, en outre, rendus compte que le fait d'avoir longtemps négligé le secteur privé avait soustrait à l'économie les importantes ressources en capitaux et en savoir-faire des investisseurs nationaux et étrangers qui auraient pu être mises au service du développement industriel. Aussi ont-ils décidé une série de réformes pour relancer et stimuler l'initiative privée dans le secteur industriel. Soucieux d'attirer l'épargne populaire et l'épargne institutionnelle, les pouvoirs publics ont pris un train de mesures destiné à réactiver le marché des actions. On a suggéré qu'en Egypte les petites entreprises industrielles employant une main-d'oeuvre abondante, généralement privées et axées sur le marché intérieur (comme les fabriques de meubles, d'articles en cuir et surtout de vêtements), avaient le plus de chances de réussir

à l'exportation. Une industrialisation axée sur ces entreprises, comme au Brésil, au Japon, en République de Corée et au Mexique, pourrait donner de bons résultats sous réserve que la croissance de l'économie mondiale soit ininterrompue.

21. En ce qui concerne le Nigéria, on a noté que ce pays avait connu un taux de croissance industriel élevé dans les années 70. Les politiques de substitution de produits locaux aux importations ont, toutefois, eu tendance à entretenir "l'illusion de l'industrialisation", d'où une valeur ajoutée locale très faible dans le secteur industriel, tributaire des importations. La stratégie d'industrialisation pour les années 80 est axée sur l'autosuffisance économique, l'intégration agriculture/industrie et l'intensification de la recherche-développement.

22. On a insisté sur la nécessité d'adopter une approche intégrée en matière de politiques et stratégies d'industrialisation, qui incorporerait les concepts de développement à court et à long terme sur la base des données propres à chaque nation en développement.

23. Certaines des autres questions d'ordre général abordées par le Groupe de travail étaient liées aux problèmes issus des choix effectués dans le passé et au coût élevé des produits manufacturés locaux pour lesquels les rythmes de production ont été décidés au cours d'une première phase de substitution de produits locaux aux importations. La crise économique internationale actuelle place les pays en développement dans une situation particulièrement précaire et révèle la vulnérabilité inhérente à la structure industrielle de bon nombre de ces pays. Les pays disposant d'un grand marché intérieur devraient s'efforcer de créer des systèmes de production plus intégrés, plus souples mais aussi moins vulnérables.

24. On a fait remarquer que de nombreux pays en développement avaient réussi à créer une base industrielle en s'appuyant sur le secteur public et sur une planification industrielle systématique. Ils ont pu, dans le cadre d'une politique économique à long terme axée sur le développement général et technique du secteur public, et non pas du secteur privé, utiliser et mettre en application le savoir scientifique et technique importé et créer un potentiel national scientifique et industriel.

25. On a ensuite examiné, sur la base des observations générales qui précèdent, diverses questions liées aux problèmes industriels à court et à long terme que doivent résoudre les pays en développement. Les questions à court terme portaient bien évidemment sur le problème immédiat des déficits extérieurs et de

la dette extérieure d'un certain nombre de pays et sur la manière dont on pourrait financer ces déficits sans compromettre le développement industriel. En ce qui concerne le long terme, les questions abordées ont été les suivantes :

- a) nécessité d'accroître les investissements industriels en mobilisant des ressources financières nationales et des capitaux extérieurs; b) développement de la science et de la technique, et ajustements et modernisation des structures industrielles auxquels les pays en développement doivent procéder s'ils veulent pouvoir relever les nouveaux défis industriels; c) rôle que peut jouer le secteur public dans une stratégie de développement axée sur le marché intérieur; d) nécessité d'intégrer développement urbain et développement rural ainsi que développement agricole et développement industriel, et d'effectuer la redistribution des revenus en conséquence; e) questions de développement régional; f) coopération internationale.

#### Options et recommandations

##### Les impératifs immédiats

26. Dans de nombreux pays du tiers monde (comme le Brésil et le Mexique) où les contraintes financières externes sont très fortes, on a noté que les seules solutions possibles en ce qui concerne la politique industrielle à court terme étaient les suivantes : a) tempérer la propension à l'importation et b) accroître les liquidités externes dans toute la mesure du possible. A l'évidence, ce sont là des objectifs extrêmement difficiles à atteindre dans la conjoncture mondiale actuelle et nécessitant des mesures exceptionnelles adaptées aux conditions propres à chaque pays.

27. La contrainte financière extérieure est étroitement liée au problème de la dette du tiers monde. Si l'on veut protéger le système financier international et éviter de compromettre le développement industriel des pays du tiers monde, il est essentiel d'organiser la coopération économique internationale et il faut que certains des grands pays industriels abandonnent leurs politiques monétaristes restrictives, ce qui aura pour conséquence immédiate une forte reprise de l'activité économique mondiale. La situation économique et industrielle actuelle est si critique qu'en l'absence de toute coopération économique internationale, un certain nombre de pays du tiers monde risquent d'avoir à adopter des mesures d'exception dans le domaine économique et financier.



28. Enfin, en cas de croissance ralentie de l'économie mondiale, même les mesures à long terme prises pour créer des structures industrielles viables dans les pays en développement devront être axées sur les solutions a) et b) mentionnées ci-dessus, en particulier la solution a). Il faudra alors réexaminer les politiques économiques traditionnelles, sur le plan de la demande comme sur celui de l'offre.

#### Mesures à long terme en vue de l'industrialisation

##### A. Questions de financement

29. On a noté que les pays en développement avaient accompli des progrès remarquables en ce qui concerne la mobilisation de l'épargne intérieure et l'augmentation de la part que représente l'investissement dans le PNB. Ces progrès ont pu être réalisés grâce à diverses mesures adoptées par les différents pays en fonction de leur situation propre.

30. Il faut, si l'on veut consolider ces progrès, prendre des mesures appropriées. Les membres du Groupe ont suggéré les mesures suivantes :

- développer l'activité bancaire et stimuler davantage l'épargne privée;
- imposer davantage les personnes jouissant de gros revenus ou de fortunes importantes de façon que leur participation à l'effort national soit à la mesure de leurs moyens;
- mettre en place un mécanisme pour l'échange de données d'expérience entre les pays en développement dans le cadre d'une coopération économique accrue;
- éviter la fuite des capitaux et autres transferts financiers injustifiés des pays en développement vers les pays développés grâce à un contrôle direct ou indirect.

31. Délaissant la controverse habituelle sur les avantages et les inconvénients des investissements étrangers privés, le Groupe de travail a insisté sur le fait que ce type d'investissements continuera de jouer un rôle important dans le financement de l'industrialisation dans les années 80 et 90. Les investissements étrangers allant essentiellement aux pays disposant d'un vaste marché intérieur, les perspectives à très long terme semblent favorables. Par ailleurs, on a suggéré que les nouvelles formes de coopération privée et publique (arrangements excluant la prise de participation, contrats d'exploitation en commun, etc.)

soient réexaminées attentivement. L'ONUDI devrait appuyer la coopération internationale dans les secteurs privé et public en fournissant une assistance technique et en aidant les pays en développement à renforcer leur pouvoir de négociation en ce qui concerne les nouvelles formes de coopération industrielle au niveau de l'entreprise.

B. Le secteur public

32. Le rôle qu'a joué récemment et que jouera le secteur public dans l'industrialisation a été l'une des questions examinées dans le cadre des stratégies et politiques. On a souligné que le secteur public serait un élément important des stratégies futures car on pourrait, grâce à lui, effectuer les investissements complémentaires nécessaires, notamment dans les infrastructures et les activités boudées par les capitaux privés.

33. On a également suggéré que le secteur public pouvait servir à introduire des technologies nouvelles et à les mettre au service du développement. Les pays en développement qui s'appuient en grande partie sur les investissements dans le secteur public devraient veiller à ce que les politiques qu'ils adoptent n'établissent aucune discrimination entre entreprises publiques et entreprises privées. Cette question devrait en outre être examinée dans le cadre de la politique de stimulation de la concurrence interne qu'il est indispensable d'appliquer si l'on veut que les entreprises industrielles soient rentables sur les marchés intérieurs protégés des pays en développement.

C. Science et technique

34. Les plus vastes des pays en développement devraient, dans le cadre de leur stratégie d'industrialisation, renforcer la base scientifique et technique sur laquelle s'appuie l'industrie. Les résolutions et déclarations des précédents colloques internationaux, notamment les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi, ont abordé cette question vaste et fondamentale. En accord avec cette optique, le Groupe de travail a fait état en particulier du rapport de la récente réunion préparatoire organisée par l'ONUDI à Tbilissi.

35. Les innovations technologiques ont des répercussions socio-économiques qu'il convient de ne pas négliger. Les technologies à importer doivent être sélectionnées avec soin et les pays en développement doivent renforcer leur pouvoir de négociation pour l'acquisition de ces technologies; mais il est difficile de généraliser : chaque pays en développement devrait adopter une méthode qui lui soit propre et qui tienne compte de ses objectifs de développement et de sa situation économique et sociale.

36. On a également recommandé aux grands pays en développement d'étudier, individuellement et collectivement, la possibilité d'introduire de nouvelles technologies permettant une production en plus petite série dans divers secteurs.

37. Le taux élevé de chômage apparent et déguisé suppose l'adoption ou le perfectionnement de technologies permettant de créer un nombre considérable d'emplois permanents supplémentaires ou de préserver les emplois existants. En effet, l'emploi a une valeur intrinsèque, souvent plus importante que les bénéfices, aussi est-il parfois préférable de produire moins en employant davantage de main-d'oeuvre. Par ailleurs, le choix de la technologie est en partie fonction de la nécessité de maintenir une certaine compétitivité sur le plan international, aussi les pays en développement devraient-ils appliquer des stratégies industrielles supposant l'utilisation tant de techniques simples que de technologies de pointe.

38. Dans chaque pays, le secteur industriel continuera d'être caractérisé par un mélange de technologies à plus ou moins forte intensité de capital. Les pays en développement devraient renforcer leur potentiel dans le domaine de la science et de la technique en vue d'élaborer de nouvelles solutions, en particulier dans les futurs secteurs prioritaires de l'industrie. Il est nécessaire d'introduire des mesures innovatrices dans les stratégies de réforme des structures actuelles de production. L'ONUDI devrait rendre ces technologies plus accessibles aux nations en développement et contribuer aux échanges d'informations technologiques entre pays en développement.

39. Lors d'un choix technologique, il convient de ne pas oublier que des changements structurels seront nécessaires ultérieurement et que par conséquent les systèmes de production devront être conçus de manière à pouvoir absorber ces changements. La vulnérabilité des pays qui disposent d'un marché important, apparue clairement au cours de la crise actuelle, sera accentuée par leur intégration plus poussée à l'économie mondiale. Dans certains pays, une restructuration et une modernisation du secteur industriel devront être entreprises dans les années qui viennent. Un ajustement permanent sera nécessaire avec le développement de l'ensemble du tiers monde. A cette fin, il est nécessaire d'assurer l'essor du commerce des produits manufacturés entre les pays du tiers monde. Les conditions requises pour y parvenir sont essentiellement la réciprocité de l'accès aux marchés et un certain degré de complémentarité des produits.

#### D. Développement régional

40. Le Groupe de travail a pris conscience du fait qu'en dépit des efforts des pouvoirs publics visant à décentraliser l'activité industrielle en installant des centres de production dans les zones rurales, il demeure des déséquilibres régionaux très marqués dans la plupart des pays. Le principal inconvénient que présentent les zones rurales en tant que zones d'implantation possibles pour les entreprises industrielles est l'absence d'infrastructures, qui entraîne un relèvement des coûts de production et limite les possibilités de recruter du personnel hautement qualifié. L'exemple des pays qui ont réussi à décentraliser leurs activités industrielles montre que le rôle des pouvoirs publics est fondamental si l'on veut attirer des investissements dans les zones rurales. Pour ce qui est du choix des activités industrielles susceptibles d'être décentralisées, l'éventail est très ouvert, mais on pense plus particulièrement aux petites entreprises qui traitent les produits agricoles et les minéraux ou produisent des intrants pour l'agriculture. Les pouvoirs publics devraient continuer de mettre l'accent dans leurs stratégies pour les années 90 sur un développement décentralisé en favorisant l'implantation industrielle en zone rurale, de manière à lutter contre la dichotomie croissante entre zones urbaines et zones rurales et la surconcentration dans les zones urbaines.

#### E. Coopération entre pays en développement

41. Pour les petits pays, la coopération est une nécessité absolue, pour les grands pays, elle est seulement souhaitable. On a fait remarquer que les grands pays étant, d'une manière générale, plus avancés, la coopération avec les petits pays peut être très utile à ces derniers.

42. Les pays en développement disposant d'un vaste marché intérieur sont conscients du fait qu'en dépit de leur vaste potentiel de développement industriel, bon nombre de leurs entreprises sont aux prises à de graves difficultés en raison de la pénurie de facteurs de production importés et de l'absence de débouchés pour leurs produits. Si l'on veut relever ces défis, il faut instaurer une coopération entre les grands pays, d'une part, en vue de développer le commerce des produits manufacturés et, d'autre part, de mener en commun les négociations pour l'acquisition de technologies et de biens intermédiaires provenant des pays développés.

43. Les pays en développement devront jouer sur leur complémentarité en vue de promouvoir des programmes de coopération industrielle susceptibles d'effacer certaines des difficultés rencontrées par les pays dans leurs efforts de

développement. Nombreuses sont les possibilités de développement qui peuvent être exploitées par l'intermédiaire de coentreprises et d'accords techniques dans des secteurs et branches actuellement en pleine récession.

Opinion personnelle de M. V.D. Popov

44. Le Groupe a en outre pris note de l'opinion personnelle de M. Popov, selon qui "un des principaux moyens d'accroître l'épargne et la part des investissements productifs dans l'industrie des pays en développement est de réduire progressivement les dépenses consacrées à des fins militaires, en particulier les dépenses militaires des membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et de consacrer ces ressources au financement du développement industriel des pays en développement".

Composition du Groupe de travail 2

M. G. Sicat, Président

M. I. Angelov  
M. H. Handoussa  
M. R. Hocine  
M. D. Kebschull  
M. S.S. Marathe  
M. R. Matthews  
M. S. Menon  
M. H. Muegge  
M. Muruhaka Ntako Barhujira  
M. I.O. Oluwunmi  
M. V.D. Popov  
M. E. de Patiño  
M. Somak Taembunlertchai  
M. C. Silveira Santos  
M. A. Singh  
M. R. Torres  
M. E. White  
M. P. Wiles  
M. Zhang Bingjian

ANNEXE III

Rapport du Groupe de travail 3 sur les stratégies et politiques  
relatives aux pays qui en sont aux premiers stades  
de l'industrialisation

1. Dans les pays qui en sont aux premiers stades de l'industrialisation, l'activité manufacturière est en général peu importante et l'emploi dans ce secteur est resté très faible; les ressources d'une grande partie de la population proviennent d'une agriculture de subsistance. Etant donné que leurs économies sont en règle générale les plus sensibles aux changements économiques et politiques, leur situation s'est détériorée à la suite de l'évolution récente de l'économie mondiale. La récession mondiale y a entraîné, dans le meilleur des cas, une stagnation et, plus généralement, une régression.
2. On n'a pas tenté ici d'arrêter la liste limitative des pays entrant dans cette catégorie. Quelle que soit l'expression utilisée pour les désigner (pays les moins avancés, pays sans littoral, pays les moins industrialisés), ils présentent certaines caractéristiques communes. Par ailleurs, il n'existe pas de raison valable de limiter l'analyse aux pays mêmes et de ne pas l'étendre aux collectivités régionales nationales qui ont les mêmes caractéristiques.
3. On estime que la situation de ces pays, telle quelle, ne devrait varier que très peu selon le scénario de croissance admis pour l'économie mondiale dans son ensemble. Ce sentiment se fonde sur la très faible élasticité - revenu de la demande de produits primaires de ces pays.
4. Il est admis que nous avons atteint la fin de la période du "dogmatisme" industriel : ni une stratégie de satisfaction des besoins essentiels, ni le remplacement des importations, ni aucune autre doctrine n'est désormais considérée comme la clef de l'industrialisation. La vieille sagesse n'a toutefois pas été remplacée par de nouvelles théories et nous avons recours à des mesures à court terme qui ne permettent pas de fonder l'industrialisation à long terme des pays en développement.
5. Contrairement à la théorie usuelle des "étapes de croissance", il semble important pour ces pays de ne pas suivre la même voie que ceux qui les ont précédés. En l'espèce, le développement futur de la consommation en masse de biens non essentiels (prolongement du système de la production de masse) ne les aidera en rien.

6. Compte tenu des caractéristiques initiales de ces pays, la naissance d'un mouvement d'industrialisation auto-entretenu les obligera à se limiter à un petit nombre d'objectifs et de choix stratégiques cohérents et à s'y maintenir pendant un temps suffisant. Il faudra également que les activités industrielles soient, au fur et à mesure de leur apparition, fortement et systématiquement intégrées à la stratégie de développement socio-économique mise en oeuvre.

7. Il faut élaborer un ensemble prépondérant de politiques et de stratégies pour assurer un développement économique et social équilibré. On a vu au cours des dernières années les dangers de déséquilibres de la société dus à des concentrations urbaines excessives, de déséquilibres entre l'agriculture et le secteur manufacturier et de déséquilibres au sein même de ce secteur. Il semble donc essentiel que les stratégies qui seront mises en oeuvre tendent à une industrialisation socio-économique équilibrée.

Caractéristiques présentées par les pays qui en sont  
aux premiers stades de l'industrialisation

8. Le Groupe de travail a décidé qu'il convenait de commencer par répertorier les caractéristiques spécifiques des pays considérés; puis fixer les objectifs des stratégies et politiques du développement industriel; et enfin en déduire quelles politiques et stratégies il convient de mettre en oeuvre dans ces pays.

9. Les caractéristiques de ces pays (ou de ces collectivités) comprennent :

Caractéristiques statiques : - un petit marché intérieur;  
- une faible activité industrielle;  
- une concentration de l'emploi dans l'agriculture;  
- une faible capacité d'épargne;  
- un manque de qualifications;  
- une infrastructure insuffisante;  
- un secteur tertiaire important.

Caractéristiques dynamiques : - le manque de devises en raison d'exportations limitées à un petit nombre de produits primaires et de la détérioration des termes de l'échange;  
- une aide étrangère en baisse;  
- la dépendance à l'égard de la technologie et des biens d'équipement;  
- l'affectation des excédents à des activités improductives;  
- une vulnérabilité importante;  
- la mise en valeur des ressources intérieures;  
- un entretien insuffisant des biens d'équipement.



10. Ces caractéristiques révèlent de graves faiblesses. Le capital humain manque beaucoup. De plus, il n'y a pas d'accumulation de capital, et le manque d'infrastructure technologique ne permet pas d'adopter les nouvelles technologies.

11. Il faut toutefois reconnaître que la situation de ces pays présente certains avantages. D'une part, ils n'ont pas à adapter leur infrastructure industrielle puisque celle-ci n'existe pas. D'autre part, partant de rien, il leur est possible, du moins en principe, de profiter des nouvelles technologies.

#### Les objectifs de l'industrialisation

12. Les stratégies et les politiques de développement industriel des pays considérés devront permettre d'atteindre un certain nombre d'objectifs et notamment :

- satisfaire les besoins essentiels de la population;
- accroître la part de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier;
- créer simultanément des emplois;
- exploiter les ressources nationales existantes;
- encourager le développement de l'agriculture;
- rechercher un développement social et régional équilibré, notamment par répartition de ses fruits;
- acquérir une "capacité d'adaptation" afin de pouvoir suivre l'évolution technique et encourager la création d'une technologie nationale;
- rationaliser l'infrastructure économique du pays.

13. Ces objectifs, exprimés en termes généraux, sont valables pour tous les pays en développement, mais leur importance relative variera pour chaque pays ou groupe de pays. En ce qui concerne le processus d'industrialisation, la situation de ces pays, comparée à celle d'autres pays en développement, présente à la fois des limites et des chances.

#### Stratégies pour l'avenir

14. Les stratégies à adopter pour l'avenir doivent être axées sur la création d'un système autonome de production par le développement des ressources humaines et la création d'un potentiel technologique indépendant.

15. Une première option stratégique porte sur la création d'un marché intérieur pour les produits manufacturés. L'ensemble de mesures à prendre à cet effet comprend la canalisation de la demande en vue de satisfaire les besoins essentiels

de la population, la redistribution des revenus et, si possible, l'application de programmes de coopération régionaux afin de regrouper des marchés qui seraient trop petits pris isolément. Bien entendu, le processus d'industrialisation proprement dit devrait également se traduire par un agrandissement du marché.

16. Ces pays doivent lutter contre leur dépendance, véritablement très grande, à l'égard du commerce extérieur et qui constitue l'un de leurs principaux désavantages, en adoptant différentes mesures cohérentes. On peut citer en premier lieu la satisfaction des besoins alimentaires et autres besoins essentiels, déjà mentionnée. Il semble également nécessaire de choisir les domaines d'industrialisation de façon à réduire l'influence négative de la reproduction des schémas de consommation observés dans d'autres pays. Enfin, un choix plus sélectif des techniques utilisées joint à des services d'entretien plus importants et, à chaque fois que cela est possible, à la fabrication de pièces et d'éléments mécaniques dans le pays permettront de même de réduire cette dépendance.

17. Il importe en outre de développer les exportations. La diversification des partenaires commerciaux devrait réduire la vulnérabilité dans ce domaine mais il faut aussi encourager systématiquement la diversification des exportations. On a insisté d'une part sur celles de produits de l'artisanat et, d'autre part, sur la transformation des ressources naturelles.

18. Compte tenu de ce qui a été dit concernant les entraves d'origine extérieure, il faut accorder une priorité élevée à l'accroissement des sources de financement. A l'intérieur, seuls permettront d'accroître les flux financiers la promotion de l'épargne et les transferts intersectoriels. Ces deux moyens devront donc être systématiquement développés afin de pouvoir mobiliser les ressources nécessaires, compte tenu du fait que ces ressources fourniront nécessairement le gros des investissements requis.

19. Parallèlement, et en raison de la proportion élevée des éléments importés dans la plupart des investissements, il faudra systématiquement accroître les disponibilités en devises. Y contribueront la promotion des exportations déjà mentionnée et la stabilisation des prix d'exportation des produits primaires, mais également une aide plus importante et l'accroissement des investissements étrangers, publics comme privés.

20. L'application d'une stratégie de développement des ressources humaines semble encore plus importante. Sans trop entrer dans les détails, il faut néanmoins en préciser certains aspects fondamentaux. Il existe un besoin

général de formation technique à des niveaux et pour des buts très différents. La principale innovation par rapport aux politiques d'enseignement actuelles doit donc être l'accent mis sur la formation professionnelle, c'est-à-dire l'acquisition systématique des qualifications requises, qu'elles soient de technique, de gestion, de planification ou de technologie. Les investissements dans ce domaine devraient précéder dans le temps les investissements matériels et recevoir une priorité plus élevée. La formation de cadres devrait faire l'objet d'une mention particulière.

21. En complément, il devient de plus en plus important que les pays concernés adoptent des stratégies axées sur la création d'un potentiel technologique. Dans les cas où le délai de gestation est trop long et/ou la technologie trop onéreuse, ils pourraient agir en commun. La constitution d'un système scientifique et technique autonome en serait l'un des éléments.

22. Un tel système devrait être défini en fonction des choix industriels qui seront faits. Il faudrait continuer à coopérer avec les pays développés afin d'accélérer ce processus. Y contribuerait aussi une approche plus collective, qui regrouperait plusieurs des pays en développement considérés. A ces pays il est recommandé d'accroître les possibilités de réaliser des programmes de recherche communs, auxquels participeraient des entreprises et des organisations privées et publiques, de pays développés comme de pays en développement. Ce type de programme dépendrait de l'élaboration de technologies appropriées.

23. Il semblerait souhaitable, à cet égard, que l'ONUDI développe ses activités actuelles dans ce domaine et encourage les programmes de recherche communs, axés notamment sur les besoins spécifiques des pays qui en sont encore aux premiers stades de l'industrialisation, et adaptés aux conditions existant dans ces pays.

24. La question de savoir quelle technologie est appropriée est fondamentale et semble avoir pris une nouvelle dimension à la suite des percées technologiques de ces dernières années et des caractéristiques de certaines de ces technologies. Il semble important de ne pas exclure les applications de technologies de pointe dans certains secteurs qui pourraient autrement sembler être moins avancés. Il faut cependant élaborer des modalités telles que ces pays ne deviennent pas de ce fait dépendants de la technologie.

25. Former les installations de production en organisations appropriées est d'une importance cruciale. Cette formation suppose deux choses. Premièrement, s'attacher à créer une structure industrielle favorable aux petites entreprises,

y compris l'artisanat, plutôt qu'aux grandes et, deuxièmement, mettre l'accent non pas sur des installations industrielles isolées, mais sur la constitution de complexes et de sous-systèmes industriels formant un ensemble cohérent.

26. Pour plusieurs raisons, et en dépit des difficultés et des précédents, il faudrait absolument développer la coopération technique et industrielle régionale afin d'accélérer le processus d'industrialisation nationale. On a déjà dit que les marchés peuvent être élargis par région, ce qui est particulièrement important pour tirer profit des économies d'échelle. On a également indiqué que le potentiel technologique nécessaire peut être créé par une approche collective, notamment au niveau régional.

27. En ce qui concerne les choix stratégiques, il convient de souligner un dernier point, à savoir la nécessité d'utiliser au maximum les ressources nationales. Cet objectif doit être inhérent au système, c'est-à-dire qu'il doit guider les choix des entreprises publiques comme des entreprises privées. Bien entendu, la possibilité d'utiliser effectivement ces ressources dépendra dans de nombreux cas de l'acquisition de leurs propres moyens technologiques.

28. Il est clair que ces options stratégiques ne sont pas totalement compatibles, même si elles peuvent toutes confluer avec une stratégie d'industrialisation axée sur le développement des ressources humaines et du potentiel technologique afin de permettre une industrialisation plus autonome. Les incompatibilités éventuelles font problème, et il faut donc les étudier systématiquement et avec réalisme. Les choix qui seront faits, seront fonction à la fois des circonstances particulières et des systèmes de valeur adoptés par chaque pays.

#### Politiques pour l'avenir

29. Parmi les diverses mesures nécessaires à la mise en oeuvre des stratégies qui viennent d'être définies, il faut accorder la priorité à l'élaboration de méthodes permettant d'intégrer les procédures de planification et de prise de décision. On a en effet déjà signalé les dangers des déséquilibres. De plus, le manque général de ressources oblige à bien coordonner leur affectation. Pour cela, il est indispensable auparavant d'élaborer un cadre institutionnel approprié et d'acquérir les compétences nécessaires. En même temps, il faudra établir un judicieux rapport entre l'esprit d'entreprise et le processus de planification.

30. On a souligné l'importance de la gestion de la demande par le système intégré de planification. Si la satisfaction des besoins essentiels de la population doit recevoir une priorité élevée, il faut par ailleurs lutter contre le gonflement des importations de biens de consommation.

31. Il faut en même temps prendre des mesures pour utiliser systématiquement les ressources naturelles nationales, c'est-à-dire que la demande directe et indirecte de ressources naturelles et de matières premières doit être satisfaite par l'offre intérieure et non par des importations.

32. La gestion de la demande devrait dans une large mesure s'opérer par une politique appropriée des prix. Le déficit du commerce extérieur, qui concerne les exportations comme les importations, rend ces pays tributaires du système des prix internationaux. Indépendamment, il faudrait diriger le système des prix, c'est-à-dire, substituer chaque fois que possible aux prix internationaux de référence des prix fixés en fonction des objectifs socio-économiques tels que ceux-ci ont été définis dans le cadre de la stratégie de développement de chaque pays.

33. La demande doit également être contrôlée par la fiscalité. Le principal objectif de ces mesures sera double : redistribuer les revenus et accroître les ressources publiques, afin de pourvoir aux besoins essentiels de la population. L'idée sous-jacente est de faire en sorte que la population bénéficie effectivement de l'industrialisation, tout en assurant la formation de capital.

34. La politique commerciale offre l'un des moyens de dissocier le marché intérieur du marché international. S'il faut ne pas se laisser aller à un protectionnisme excessif et éviter les mesures qui pourraient nuire à l'efficacité, il convient néanmoins d'appliquer une politique commerciale qui concorde avec la politique des prix décrite ci-dessus, afin d'assurer la viabilité commerciale des industries naissantes et de la transformation des ressources naturelles nationales.

35. Deux autres aspects de la politique commerciale doivent être soulignés. Ce sont : premièrement, la nécessité d'adopter, outre les mesures concernant les prix et les barrières tarifaires, une approche sélective en matière d'importation; et, deuxièmement, la nécessité de favoriser les exportations en créant des instituts et des organismes appropriés.

36. Les modalités du commerce extérieur ont fait l'objet d'une attention particulière, notamment en ce qui concerne les possibilités pour ces pays de ne pas utiliser uniquement des monnaies internationales dans leurs échanges, ce que

seule une action collective peut permettre. Des suggestions ont également été formulées quant aux avantages possibles du troc ou d'autres formes d'échanges contractuels.

37. La mise en oeuvre de la stratégie d'industrialisation choisie suppose la création d'organismes chargés d'assurer des investissements productifs aux capitaux tant publics que privés. Sans entrer dans les détails, il faut souligner que seuls un climat et un ensemble de règles administratives favorables aux initiatives et à une saine gestion peuvent susciter les investissements et l'esprit d'entreprise. Les investissements étrangers doivent être garantis par un code d'investissement précis.

38. La recherche de nouvelles méthodes pour développer la formation professionnelle à différents niveaux est encore plus importante. Le système de formation doit fournir les qualifications nécessaires à la réalisation des activités industrielles prioritaires. Rattacher ainsi les programmes de formation, définis par les niveaux de qualification et le contenu, à la structure industrielle choisie, pose certes un problème crucial, dont la solution ne sera possible que dans le cadre d'un plan intégré dont ce rattachement constitue un élément essentiel.

39. Il convient ici d'attirer l'attention sur un point particulier. Il ne semble pas possible de concentrer les ressources disponibles pour développer les ressources humaines aux fins de l'industrialisation sans appliquer des mesures pour les préserver à cet effet. Etant donné les dommages créés par leur exode, il faudrait trouver les moyens de le réduire, sans pour autant être obligé de surpayer ces ressources car cela compromettrait la stratégie mise en oeuvre dans ce domaine, laquelle doit recevoir une priorité très élevée.

40. La même priorité doit être accordée à la définition d'une politique précise de recherche et de développement. Il s'agit là d'une tâche difficile mais fondamentale. Compte tenu des ressources nécessaires à la création d'une infrastructure scientifique et technique, il faudra faire des choix difficiles en ce qui concerne les programmes de recherche auxquels consacrer les ressources disponibles (recherche appliquée et recherche fondamentale, ayant des objectifs à long terme et à court terme et correspondant à certaines priorités sectorielles). Les critères de décision seront fonction de la stratégie industrielle adoptée. De même, le programme de recherche et de développement doit systématiquement comporter divers types de coopération avec des pays en développement comme avec des pays développés.

41. La coopération technologique et industrielle, avec des pays en développement comme avec des pays développés, devrait contribuer dans une très large mesure à accroître le faible potentiel des pays qui en sont aux premiers stades de l'industrialisation. Elle est importante car elle doit permettre d'établir un lien entre la technologie et l'industrie et, tout en favorisant le développement à long terme de la coopération scientifique et technologique, d'organiser le transfert de la technologie et du savoir-faire à l'échelon des entreprises de production.

42. Deux points importants doivent cependant être signalés. Premièrement, les accords de coopération doivent être intégrés à la stratégie industrielle et ne pas être autant d'éléments isolés. Deuxièmement, il faut que les modalités de ces accords assurent effectivement le transfert du potentiel technologique et industriel.

43. Compte tenu de l'accroissement des transferts internationaux de technologie, les pays considérés devraient pouvoir obtenir, par une action collective, les modalités appropriées pour bénéficier véritablement des possibilités de coopération avec les sociétés et les organismes de recherche étrangers. Il faudra également étudier le problème de l'accès préférentiel de ces pays à la technologie.

Recommandations aux pays développés pour les pays se trouvant  
aux premiers stades de l'industrialisation

44. Il semble également nécessaire d'informer les contribuables et le grand public des pays développés des problèmes et des difficultés des pays qui en sont aux premiers stades de l'industrialisation, ainsi que des responsabilités et des obligations des pays développés à leur égard, lesquelles sont dans une large mesure indépendantes de toute considération commerciale.

45. Compte tenu de la grande vulnérabilité de ces pays, on doit recommander de leur reconnaître par principe un traitement préférentiel. Il sera accordé en matière de commerce, d'aide et de financement.

46. En ce qui concerne le commerce, il faudrait convenir d'éliminer tous les obstacles à l'accès aux marchés des pays développés. Cela ne devrait pas poser de graves problèmes étant donné que les exportations potentielles sont minimales en termes absolus. Les problèmes d'accès aux marchés du Nord devraient être résolus immédiatement pour les produits de l'artisanat.

47. On a déjà indiqué que l'aide au développement est en régression. Cette tendance doit non seulement être inversée mais, compte tenu des problèmes spécifiques des pays considérés, les pays développés devraient relever le niveau actuel de leur aide et garantir une assistance par habitant plus importante, quelle que soit leur situation économique.

48. En ce qui concerne l'aide financière, le traitement préférentiel devrait être systématisé et étendu. Ces pays ont manifestement besoin que les crédits à taux préférentiels soient reconduits, et, surtout, qu'on admette le fait que certains projets ne peuvent être commercialement rentables à court ou à moyen terme. De plus, il est suggéré que les pays excédentaires soient obligés, par principe, de transférer une partie de ces excédents aux pays en développement considérés.



Composition du Groupe de travail 3

M. A.E.K. Idris, Président

M. I.H. Abdel-Rahman

M. J. de Bandt

S. Exc. M. J.A. Ferguson

M. M. Incisa di Camerana

M. W.L. Nyachia

M. F. Sagasti

M. C. Stoffaes

M. J.P. Storfa

M. P. Wiedemann

M. A. Yeshaw

ANNEXE IV

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Contexte du problème - Séance plénière
  - A. Réalisation, revers et contraintes du développement industriel dans le tiers monde dans les années 70 : examen critique des stratégies, des politiques et des faits récents
  - B. La crise économique internationale actuelle et ses incidences sur le développement industriel des pays en développement : survol du problème
  - C. Examen des stratégies et des politiques dans les années 80 et 90 : introduction
5. Stratégies et politiques industrielles des pays en développement : examen détaillé des tendances actuelles et des nouveaux abords stratégiques et politiques de la situation - Groupes de travail
  - A. Problèmes de stratégie et de politiques relatifs aux pays en développement dotés d'un potentiel d'accroissement de leurs exportations d'articles manufacturés
  - B. Problèmes de stratégie et de politiques relatifs aux pays en développement dotés d'un potentiel d'industrialisation orientée vers leur marché intérieur
  - C. Problèmes de stratégie et de politiques relatifs aux pays en développement aux premiers stades de leur industrialisation
6. Rapport des groupes de travail à la séance plénière
7. Coopération internationale, actions nationales pertinentes y compris les politiques industrielles et rôle de l'ONUDI : conclusions et recommandations
8. Adoption du rapport de la réunion
9. Clôture de la réunion.

ANNEXE V

Liste des participants

M. I.H. Abdel-Rahman  
Conseiller auprès du Premier Ministre  
9 Talaat Harb Street  
Le Caire  
Egypte

M. Ivan Angelov  
Chercheur principal  
Institut d'économie  
Académie des sciences  
Sofia  
Bulgarie

M. Jacques de Bandt  
Institut de Recherche en  
économie de la production  
2 rue de Rouen  
92000 Nanterre Cedex  
France

M. Gonzalo Bedoya  
Director de Asuntos Economicos  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Lima  
Pérou

Mme Eglée Iturbe de Blanco  
Asesor del Presidente  
Instituto de Comercio Exterior  
Caracas  
Venezuela

M. Rufino Cebrecos  
Gerente General  
FOPEX  
275 Av. Pardo  
Miraflores  
Lima  
Pérou

M. Jorge Chavez Alvarez  
Director de Asuntos Internacionales  
Instituto Nacional de Planificacion  
Lima  
Pérou

M. A.A. Justin Dias  
Permanent Secretary  
Ministry of Industries and  
Scientific Affairs  
Colombo  
Sri Lanka

M. Raul Fajardo  
Director General  
ITINTEC  
Lima  
Pérou

S. Exc. M. J.A. Ferguson  
Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire  
Ambassade d'Australie au Pérou  
Lima  
Pérou

Mme Heba Ahmad Handoussa  
International Expert on Industry  
Department of Economics  
American University Cairo  
Kasr Elaini Street  
Le Caire  
Egypte

M. Rezki Hocine  
Directeur général  
Société nationale de sidérurgie (SNS)  
21 rue Arezki Abri Hydra  
Alger  
Algérie

M. Awad El Karim Idris  
Assistant to the Minister of Industry  
Ministry of Industry  
Khartoum  
Soudan

M. Manfredo Incisa di Camerana  
Représentant permanent adjoint  
Mission permanente de l'Italie  
auprès de l'ONU  
Rennweg 27  
A-1030 Vienne  
Autriche

M. Andras Inotai  
Economiste  
Institut d'économie mondiale  
Académie hongroise des sciences  
Kallo Esperes Utca 5  
Budapest XII  
Hongrie

M. Zedan B. Jarufe  
Director  
ITINTEC  
Lima  
Pérou

M. Edward Kadunc  
Chief  
Capital Development Division  
US AID  
Ambassade des Etats-Unis d'Amérique  
au Pérou  
Lima  
Pérou

M. Dietrich Keschull  
Directeur  
Département des relations Nord-Sud  
HWWA  
Neuer Jungfernstieg 21  
2000 Hambourg  
République fédérale d'Allemagne

M. Abdulaziz A. Khathlan  
Vice-Président  
Economic and Industrial Consultancy  
Services Department  
Saudi Consulting House  
Riyad  
Arabie saoudite

M. Jongsik Koak  
Assistant Director  
Overseas Co-operation Council  
Séoul  
République de Corée

M. Juergen Kuehn  
Directeur général adjoint  
Ministère de l'économie  
5300 Bonn 1  
République fédérale d'Allemagne

M. Jorge Licetti  
Director  
Sociedad Nacional de Industrias  
Industrias Pacocha SA  
Paseo de la Republica 3705  
Lima  
Pérou

M. S.S. Marathe  
Former Secretary  
Government of India  
Ministry of Industry  
9 Sahajeewan Housing Society  
off Ganeshkhind Road  
Pune - 411 007  
Inde

M. Shozo Morita  
Research Adviser  
International Development Center  
of Japan  
21-19 Toranomon, 1-chome  
Minato-ku  
Tokyo 105  
Japan

M. Ntako-Barhujira Muruhuka  
Chef de Division  
Département de la planification  
Kinshasa  
Zaire

M. Richard Newfarmer  
Senior Fellow  
Director of Trade and Industrial  
Policy  
Overseas Development Council  
1717 Massachusetts Avenue, N.W.  
Washington, D.C. 20036  
Etats-Unis d'Amérique

M. W.L. Nyachia  
Director  
Division of Projet Implementation  
and Investments  
Ministry of Industry  
Dar-es-Salaam  
Tanzanie

M. A.O. Oluwunmi  
Director  
Policy and Planning  
Federal Ministry of Industries  
Lagos  
Nigéria

Mme Elizabeth de Patiño  
Funcionaria  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Lima  
Pérou

M. V.D. Popov  
Professeur  
Académie de diplomatie  
Moscou  
URSS

M. Victor Revilla  
Director General de Comercio Exterior  
Ministerio de Economia  
Finanzas y Comercio  
Lima  
Pérou

M. David Ritchie  
Asesor Economico  
Ministerio de Industria, Turismo  
e Integracion  
Lima  
Pérou

M. Sergio Rivas Farias  
Asesor Subsecretario de Fomento  
Industrial  
Mexico  
Mexique

M. Ivan Rivera  
Secretario General  
Ministerio de Industria, Turismo  
e Integracion  
Lima  
Pérou

M. Marcel Rovayo  
Sub-Director  
Dirección Nacional de Desarrollo  
Industrial  
Calle Juan Leon Mera y Roca s/n  
Quito  
Equateur

M. Francisco Sagasti  
Director  
Grupo de Analisis para  
el Desarrollo (GRADE)  
Apartado 5316  
Miraflores  
Lima 18  
Pérou

M. David Salazar Segovia  
Director General de Planificacion de  
Industrias, Turismo e Integracion  
Lima  
Pérou

M. Gerardo Sicat  
Chairman of the Board  
Philippine National Bank  
Escola Manila  
P.O. Box 1844  
Manille  
Philippines

M. Cid Vinio Silveira  
Ministère de l'industrie  
et du commerce  
MIC/STI-SAS-Quadra 2  
LT.3-80070  
Brasília, D.F.  
Brésil

M. Ajit Singh  
Fellow and Director of Studies  
in Economics  
Queens College  
Cambridge University  
Cambridge CB3 9ET  
Angleterre

M. Boguslaw Sosnowski  
Directeur/Professeur assistant  
Ecole centrale de planification  
et de statistique  
Faculté de commerce extérieur  
Al. Niepodlegowski 162  
Varsovie  
Pologne

M. Christian Stoffaes  
Directeur adjoint des industries  
électroniques  
101 rue de Grenelle  
75007 Paris  
France

M. Joachim Peter Storfa  
Bureau du Chancelier fédéral  
Coopération pour le développement  
Annagasse 5  
A-1010 Vienne  
Autriche

M. Somsak Taembunlertchai  
Associate Professor  
Faculty of Economics  
Thammasat University  
Bangkok 10200  
Thaïlande

M. Raul Torres  
Director  
Oficina de Política Científica  
y Tecnológico  
Consejo Nacional de Ciencia  
y Tecnología  
Camilo Carrillo 114-10 J. Maria  
Lima  
Pérou

M. Jorge Vega Castro  
Asesor Economico  
Ministerio de Industria, Turismo  
e Integracion  
Lima  
Pérou

M. Eduardo White  
Centro de Estudios Juridicos  
Economicos Internacionales  
Avenida Libertador 1146, 9 Piso B  
Buenos Aires 1112  
Argentine

M. Peter Wiles  
Professor  
London School of Economics and  
Political Science  
Houghton Street  
Londres WC2  
Angleterre

M. Luis Winter  
Conseiller ministériel  
Ambassade du Chili  
Lima  
Pérou

M. Ayalneh Yeshaw  
Head  
Policy Studies and Research Division  
Ministry of Industry  
P.O. Box 704  
Addis Abeba  
Ethiopie

M. Zhang Bingjian  
Chef de division  
Département des relations  
internationales  
Ministère des relations économiques  
extérieures et du commerce  
Beijing  
République populaire de Chine

Observateurs

M. Carlos Adolfo Barrera  
Asesor Economico  
Comunidad Europea  
Delegacion para America Latina  
Caracas  
Venezuela

M. Gerd H. Behrendt  
Représentant de la FAO au Pérou  
Freyre de Santander 219  
Aurora  
Lima  
Pérou

M. Helio Bittencourt  
Représentant résident  
Programme des Nations Unies  
pour le développement  
Lima  
Pérou

S. Exc. M. Vincent Bruyns  
Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire  
Ambassade des Pays-Bas au Pérou  
Lima  
Pérou

M. Lucio Cardich  
Consultor privado  
Productos Dolomíticos SA  
Refratechnic  
Los Incas 545, San Isidro  
Lima  
Pérou

M. B.E. Cisternas  
Segundo Secretario  
Embajada de Chile  
Lima  
Pérou

Mme Gloria Vargas de Fischer  
Représentante de la FAO au Pérou  
Freyre de Santander 219  
Aurora  
Lima  
Pérou

M. Luis Gustavo Forez  
Acuerdo de Cartagena (JUNAC)  
Jefe a.i. Departamento Desarrollo  
Industrial  
Casilla 3237  
Lima  
Pérou

M. Peter Ginman  
Chef, Section de l'expansion  
du commerce  
CNUCED  
Palais des Nations  
Genève  
Suisse

Mme Maria Lara  
Administrateur de programmes  
Section de la programmation et des  
relations pour la coopération  
technique régionale  
Bureau régional de l'OIT pour  
l'Amérique latine et les Caraïbes  
Las Flores 295, San Isidro  
Lima  
Pérou

M. Roberto Matthews  
Chief  
Division mixte de développement  
industriel ONUDI/CEPAL  
Commission économique pour  
l'Amérique latine  
Casilla 179D  
Santiago  
Chili

M. Carlos Palacios  
Funcionario Internacional  
Junta del Acuerdo de Cartagena (JUNAC)  
Casilla 3237  
Lima  
Pérou

M. Miguel de la Peña  
Premier Secrétaire  
Ambassade des Etats-Unis d'Amérique  
Lima  
Pérou

M. Cesar Penaranda  
Economista  
Alpha Consulte SA  
Lima  
Pérou

M. Christopher Pinney  
Chairperson  
International Coalition for  
Development Action (ICDA)  
1827 West 12th  
Vancouver, B.C.  
Canada

Mme J.K. Rahusen  
Deuxième Secrétaire  
Ambassade des Pays-Bas au Pérou  
Lima  
Pérou

M. K. Soliman  
Chargé d'affaires  
Ambassade d'Egypte  
Lima  
Pérou

M. Anthonie Takken  
Administrateur auxiliaire  
Programme des Nations Unies  
pour le développement  
Lima  
Pérou

M. Victor Emanuel Agreda Ugas  
Investigador Oficina Politica  
Ciencia y Tecnologia  
Consejo Nacional Ciencia  
y Tecnologia  
Lima  
Pérou

M. Alberto Villate-Paris  
Funcionario  
Junta del Acuerdo de Cartagena  
(JUNAC)  
Departamento de Programacion  
Casilla 3237  
Lima  
Pérou

Secrétariat de l'ONUDI

M. Farlan Carré  
Directeur exécutif adjoint

M. G.S. Gouri  
Directeur  
Division des études industrielles

M. Y.R. Cho  
Chef par intérim  
Service des études mondiales et conceptuelles  
Division des études industrielles

M. Herman Nuegge  
Chef par intérim  
Service des études par région et par pays  
Division des études industrielles

M. M. Dizy  
Conseiller industriel principal hors siège  
c/o PNUD  
Lima (Pérou)

M. Pau Wiedemann  
Spécialiste du développement industriel  
Service des études mondiales et conceptuelles  
Division des études industrielles

Mme Anne Wollmann-Storey  
Secrétaire  
Service des études par région et par pays  
Division des études industrielles

Mme Mona Angel  
Secrétaire  
Service des conférences  
Division des services de conférence, de l'information  
et des relations extérieures



ANNEXE VI

Liste des documents

Documentation de base

ID/WG.391/2	A, E, F	Stratégies et politiques d'industrialisation : options possibles pour les pays en développement
ID/WG.391/4	A, E, F	Stratégies et politiques industrielles des pays en développement dans les années 80 : quelques questions à examiner
ID/WG.391/8	A, E, F	Aperçu de quelques tendances du développement industriel dans le monde : implications touchant les politiques à concevoir pour l'avenir
ID/WG.391/9	A, E, F	Développement de l'industrie mondiale : la coopération pour une croissance dynamique

Documentation de fond

ID/WG.391/1	A	Selected statistical indicators
ID/WG.391/3	A	Mr. P. Streeten - Industrialization, restructuring and adjustment
ID/WG.391/10	A	Mr. I.H. Abdel Rahman - Strengthening of scientific and technological capacities for industrial development in developing countries
ID/WG.391/5	A	Ms. Bragina, Ms. Kyznetsova, Ms. Morozenskaja, Ms. Novikova - Development in the developing countries in the 1980s
ID/WG.391/7	A	Mr. A. Inotai - International trends affecting industrial strategies in the developing countries
ID/WG.391/6	A	A brief introduction to re-orientation of strategies for industrial development in China
CRP.1	A	Mr. P. Wiles - On the control of technology
CRP.2	A	Ms. H. Handoussa - Industrialization in Egypt: Lessons for the recent past for other comparable developing countries and outlook for industrial development in the 1980s and 1990s
CRP.3	A	Mr. R. Newfarmer - The developing conflict: North - South trade and investment relations

Documentation de fond

CRP.4	A	Mr. E. White - The role of third world multinationals and small and medium sized companies in the industrialization strategies of developing countries
CRP.5	A	Mr. J. Kühn - Industrial development strategies and policies in developing countries, with particular reference to cooperation with the Federal Republic of Germany
CRP.6	A	ICDA - Industrial restructuring and adjustment: An NGO viewpoint on considerations for North and South
CRP.7	A	Mr. J. Keschull - Major international proposals and their implications for industry in developing countries
CRP.8	A	Mr. L. Zevin - Some considerations concerning the industrial development strategy and policy of the developing countries in the 1980s and 1990s
CRP.9/Rev.2	A	List of Participants
CRP.10	A	Mr. A. Singh - Third world industrialization: Industrial strategies and policies in the 1980s and 1990s
CRP.11	A	Mr. P. Evans - The changing international position of U.S. manufacturing and U.S. industrial policy: Implications for Latin American industrialization (a summary)
CRP.12	A	Mr. A.A. Justin Dias - The evolution of industrial policy and strategies adopted by the developing countries, with special reference to Sri Lanka
CRP.13	A	Mr. B. Sosnowski - Strategies and policies for industrial development in the developing countries <u>a/</u>
CRP.14	A	H. E. Mr. J.A. Ferguson - Strategies and policies for the 1980s and 1990s: An Australian perspective
CRP.15	E	Mr. I. Rivera - Política industrial Peruana: Pasado y presente
CRP.16	A	Mr. Morita - Past and Future strategies and policies for developing countries' industrialization and the current international trends and their implications

---

a/ Figure sous la cote CRP.22 dans la liste préliminaire des documents.

Documentation de fond

- |              |   |   |
|--------------|---|---|
| CRP.17       | A | Mr. Marathe - Strategies and policies for industrial development: some observations on the Indian experience  |
| CRP.18       | A | Mr. Somsak Taembunlertchai - Thailand's experience in industrialization   |
| CRP.19       | E | Mr. Storfa - Desarrollo y industrialización   |
| CRP.20       | E | Mr. Rovayo - Visión de las Estrategias y políticas del desarrollo industrial Ecuatoriano  |
| CRP.21       | A | Mr. de Bandt - Discontinuities within the working of the international industrial system  |
| CRP.22/Rev.2 | A | List of documents   |
| CRP.23       | A | Note by the UNCTAD Secretariat for the UNIDO: Some trade issues for consideration in the formulation of strategies and policies for industrial development in the developing countries during the 1980s and 1990s |
| CRP.24       | E | Ms. Eglée Iturbe de Blanco - La estrategia industrial de Venezuela en la última década y perspectivas del desarrollo industrial   |
| CRP.25       | A | Mr. Kong Sik Koak - Industrial strategies and policies of Korea for the 1980s   |
| CR.26        | A | Provisional Programme   |
| CRP.27       | A | Mr. V.D. Popov - Some results and prospects for industrial development of newly independent countries and their co-operation with the CMEA countries  |
| CRP.28       | A | Mr. Gerardo P. Sicat - Developing country debts and industrial growth   |
| CRP.29       | A | Office Bearers  |
| CRP.30       | A | Mr. I. Angelov - Strategies and Policies for Industrialization in the Developing Countries  |
| CRP.31       | A | ECLA - Some considerations on the Latin American industrialization strategy   |
| CRP.32       | A | Mr. El Karim Idris - Industrial production in the Sudan   |
| CRP.33       | A | Mr. I. Angelov - Strategy for economic development of the People's Republic of Bulgaria in the 80s  |

Documentation de fond

CRP.34	A	Mr. Abdaluziz A. Khā'hlān - Economic and Industrial Consultant Services, Riyadh, Saudi Arabia
CRP.35	A	Mr. V.D. Popov - Some results of and prospects for industrial development of newly independent countries and their co-operation with the CMEA countries
CRP.36	A	Mr. A.O. Oluwunmi - Experience of Nigeria in the area of industrial development strategies and policies with a particular emphasis of future perspective (with annex - Nigerian Industrial Policy and Strategy: Guidelines to Investors)
CRP.37	A	Final report

